

Rapport final

Septembre 1999

Choix en commun, collectivités en commun : Les Canadiens délibèrent sur la mondialisation



Conseil canadien pour
la coopération internationale

Tél.: (613) 241-7007
Télec.: (613) 241-5302
encommun@ccic.ca

en commun

Une action mondiale
contre la pauvreté

1-888-647-4141
www.encommun.web.net

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est une coalition de plus d'une centaine d'organisations canadiennes sans but lucratif vouées à la promotion du développement social dans un climat d'équité sociale et économique, de démocratie, d'intégrité environnementale et de respect des droits de la personne. La campagne en commun du CCCI a pour but de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité publique et politique.

On peut obtenir un résumé du projet pilote en s'adressant au CCCI; il est également affiché sur le site Web du CCCI. Le CCCI a produit d'autres publications au sujet des délibérations publiques et elles sont affichées sur le site web du CCCI. Vous trouverez une liste complète de ces publications à la dernière page de ce rapport.

Ce projet a été financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Coordination du projet : Jacquie Dale, CCCI
Recherche / Rédaction : Ann Simpson, CCCI
Adjointe administrative : Linda Brassard, CCCI

Coordonnatrice au Cap Breton : Ruth Schneider, Centre for International Studies
Coordonnatrice à Winnipeg : Marilee Geller, Manitoba Council for International Co-operation (MCIC)
Coordonnateur à Brandon : Curt Shoultz, Marquis Project
Coordonnateur à Montréal : Luc Leblanc, Association québécoise pour la coopération internationale (AQOCI)

Octobre 1999

Conseil Canadien pour la coopération
internationale
1, rue Nicholas, 3e étage
Ottawa (Ontario)
K1N 7B7

Tél : (613) 241-7007
Télec. : (613) 241-5302
Courriel : encommun@ccic.ca
Site Web d'en commun :
<http://www.encommun.web.net>

Table des matières

I.	Introduction	1
1.	Objectifs	1
2.	Méthodologie	2
II.	Ce qu'ont dit les Canadiennes et les Canadiens au sujet de la mondialisation	4
1.	Forums communautaires	4
	a) Préoccupations et espoirs	4
	b) Opinions fluctuantes, valeurs fondamentales	13
2.	Le Forum des jeunes fait écho aux préoccupations	17
3.	Et maintenant?	19
III.	Les délibérations comme outil de mobilisation du public	22
1.	Les forces de la délibération	23
2.	Les faiblesses des délibérations	26
3.	Questions en suspens	27
4.	Conditions de réussite	28
5.	Prochaines étapes	30
Annexe	Résultat des questionnaires pré et post-forum	A1
Autres publications		couverture arrière

Qu'est-ce que la délibération publique?

Pour situer les constatations du projet pilote sur la délibération dans leur contexte, il est nécessaire de comprendre ce qui distingue cette dernière des méthodes classiques utilisées pour inciter la population à participer au processus décisionnel.

Les délibérations publiques réunissent des gens de diverses couches sociales et aux points de vue variés qui ont recours à diverses démarches pour résoudre un problème. Ces démarches sont habituellement esquissées dans un guide des participants, qui présente de façon équilibrée le pour et le contre de chacune. Les choix ne sont pas incompatibles, mais chacun aborde la question dans une optique différente, en fonction de diverses valeurs fondamentales.

Au cours d'un forum type de trois heures, un groupe de cinq à 20 personnes délibèrent sur les diverses démarches avec l'aide d'un modérateur formé à cet effet. On met l'accent sur le respect mutuel, ainsi que sur les échanges et sur l'intégration des points de vue de chacun plutôt que sur le débat ou l'attaque. Un " rapporteur " observe la délibération et consigne les points qui rallient les participants. À la fin de la délibération, le rapporteur passe en revue les constatations de la délibération avec le groupe pour déterminer si certains points font l'unanimité – un terrain d'entente susceptible de déboucher sur des interventions concernant une question.

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste pour participer à une délibération puisque celle-ci porte en fin de compte sur des valeurs. Le guide des participants présente des renseignements de base; avec l'aide de modérateurs compétents, les gens peuvent rapidement établir des rapports entre une question telle que la mondialisation et leur propre expérience. À la différence des discussions polarisées qui dominent le débat public sur de nombreuses questions, la délibération offre la chance d'envisager diverses démarches, de mettre à l'essai des idées et de tenir compte des zones grises. Elle peut permettre de prendre du recul par rapport aux points de vue habituels et de trouver de nouvelles options. Grâce à cette formule, les gens peuvent commencer à mettre en rapport les enjeux locaux et les enjeux mondiaux.

Pour qu'une délibération soit fructueuse, les gens doivent examiner les contradictions et les conséquences à long terme de leurs opinions, et faire des choix. En allant au fond des conflits et des compromis connexes à une question, ils précisent ce qui leur importe le plus, approfondissent leur compréhension de la question et arrivent parfois à trouver un terrain d'entente où ils peuvent découvrir des solutions de rechange. Tout terrain d'entente représente un jugement public plus réfléchi que les opinions spontanées recueillies par l'entremise d'enquêtes et de sondages.

I. Introduction

De mars à juin 1999, des délibérations publiques portant sur la mondialisation ont eu lieu au Cap-Breton, au Manitoba et dans certaines régions du Québec. Ces délibérations s'inscrivaient dans un projet pilote coordonné par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) dans le cadre de la campagne *en commun* contre la pauvreté dans le monde. Le projet était financé par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Sur le plan régional, les délibérations ont été organisées au Cap-Breton par le Centre for International Studies (CIS), à Winnipeg par le Manitoba Council for International Co-operation (MCIC), à Brandon par The Marquis Project et à Montréal par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Le CCCI a également été l'hôte pendant trois jours du Forum national des jeunes à Ottawa.

1. Objectifs

Le CCCI poursuivait un certain nombre d'objectifs par l'entremise du projet pilote. Il entendait notamment démontrer que le processus de délibération pouvait inciter le public à se pencher sur les enjeux de portée internationale et renforcer la capacité des organisations membres d'animer des délibérations. Le projet avait aussi pour objectif de déborder du cadre traditionnel des réseaux de développement international et de susciter l'engagement de Canadiennes et de Canadiens qui

n'étaient encore jamais intervenus dans les enjeux de portée internationale.

En plus de poursuivre ces objectifs relatifs au « processus », le projet visait à communiquer aux décisionnaires les commentaires des citoyens concernant d'importantes questions de politique. La mondialisation transforme le Canada et le monde, et la population canadienne veut intervenir davantage dans les décisions commerciales et économiques. Grâce aux délibérations, dont bon nombre n'avaient jamais abordé les questions internationales, des gens de toutes les couches sociales ont pu examiner les avantages et les inconvénients des diverses démarches à adopter face à la mondialisation, et chercher un terrain d'entente sur les moyens à prendre par le Canada.

Le projet pilote a été très fructueux. Certains des organismes participants continueront de mettre à l'essai diverses formules de délibération pour mobiliser le public, particulièrement dans le cas de problèmes épineux susceptibles d'engendrer la polarisation.

en commun

L'effectif du CCCI, plus de 100 membres que compte le CCCI se sont concertés afin d'entreprendre la campagne *en commun* pour faire de la lutte contre la pauvreté une priorité publique et politique. Un des dix points du programme d'action de cette campagne est de « favoriser la participation du public » parce qu'on ne saurait éliminer la pauvreté sans l'engagement des citoyens. Le projet pilote sur les délibérations a été entrepris dans le cadre des efforts déployés par la campagne *en commun* pour mobiliser les Canadiens à titre de citoyens du monde.

2. Méthodologie

Présentation des enjeux

La présentation des enjeux est une partie importante des délibérations. Il faut pour cela élaborer des démarches ou des choix qui témoignent de l'angle sous lequel les gens abordent une question et la perçoivent dans leur quotidien, ce qui diffère souvent sensiblement de la façon dont les experts envisagent cette même question.

Le CCCI et ses partenaires régionaux ont fait un long cheminement pour formuler la question de la mondialisation et élaborer un guide des participants. Le processus a débuté par une analyse et un examen de la littérature sur le sujet ainsi que des entrevues avec plus de 20 personnes de divers horizons – spécialistes et profanes. Le cadre provisoire qui en a résulté a été mis à l'essai dans des groupes de discussion anglophones et francophones, et révisé à la lumière des commentaires reçus.

Une ébauche du guide des enjeux a été rédigée et examinée par l'équipe du projet (à l'échelle nationale et régionale) ainsi que par des représentants des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada, et du Conseil canadien des chefs d'entreprises. Le guide a également servi à animer les forums d'essai à Sydney, à Winnipeg et à Montréal. En règle générale, les commentaires ont révélé que les choix étaient clairs et équilibrés, et que le guide pouvait bien encadrer les délibérations.

La version définitive du guide des délibérations comprenait trois options ou choix concernant la réaction du Canada à la mondialisation. Le premier choix, « Renforcer les collectivités locales », avait des visées locales. On y mettait l'accent sur le besoin de protéger la qualité de vie au Canada et de se prémunir contre les effets de la mondialisation grâce à des mesures telles que l'achat chez soi et le renforcement des programmes sociaux. Le deuxième choix, « Être concurrentiel à l'échelle internationale », soutenait que les Canadiens ne pouvaient préserver leur niveau de vie qu'en faisant la concurrence sur les marchés mondiaux, ce qui exige de plus grandes compétences, une baisse des impôts, une réduction de la dette et des programmes sociaux moins coûteux. Le troisième choix, « Mettre en place une économie mondiale plus équitable », s'appuyait sur la prémisse voulant que dans une économie mondialisée pour s'aider soi-même il nous faut aider les autres, et qu'il faut adopter de nouvelles règles pour veiller à répartir plus équitablement les bénéfices de la mondialisation et à minimiser ses effets défavorables.

Délibérations communautaires

Les partenaires régionaux ont organisé leurs délibérations de diverses façons. La plupart ont réuni des groupes de planification multisectoriels – comprenant des organismes oeuvrant aux échelons local et régional et d'autres avec lesquels ils n'avaient pas l'habitude de travailler – pour les conseiller en matière de stratégie et leur faciliter les contacts. Tous les organisateurs régionaux ont établi de nombreuses relations et fait la promotion des délibérations dans les

médias. Les modérateurs des délibérations ont assisté à une session de formation de deux jours offerte par le CCCI et ont adopté une méthodologie uniforme au cours des diverses séances.

Au Cap-Breton et à Brandon, les organisateurs se sont efforcés de tenir des délibérations en milieu rural. À Winnipeg, le Manitoba Council for International Co-operation (MCIC) a mis à l'essai diverses variations sur le processus de délibération, y compris un « cercle d'étude » de trois séances; cette formule a permis aux participants de consacrer plus de temps à l'étude de chacun des choix. Winnipeg et Brandon ont également eu recours à une vidéoconférence pour tenir des délibérations entre les groupes des deux villes. Au Québec, l'AQOCI s'est associée à des organismes multisectoriels tels que les corporations de développement économique communautaire (CDEC) et les centres locaux de services communautaires (CLSC); ces organismes ont agi comme hôtes des délibérations et ont invité les participants.

Au total, 33 délibérations ont eu lieu dans les trois régions. Les organisateurs ont tenté tout particulièrement de rejoindre les jeunes, les gens d'affaires, les membres des communautés ethniques minoritaires et d'autres personnes qui n'oeuvrent pas habituellement au développement international. À Winnipeg et à Montréal, les coordonnateurs régionaux ont organisé des forums à l'intention des jeunes, tandis qu'au Cap-Breton et à Brandon, les organisateurs ont engagé les jeunes à assister aux forums communautaires.

En tout, 460 personnes ont pris part aux délibérations (y compris celles qui ont participé aux délibérations dans le cadre de la formation des modérateurs). Trois cents quarante d'entre elles ont rempli les questionnaires pré et post-forum qui recueillaient des données sur les caractéristiques des participants et sollicitaient leur point de vue sur la mondialisation. La plupart des questions figurant dans les questionnaires pré et post-forum étaient identiques, afin de mesurer à quel point les délibérations avaient modifié les points de vue des participants.

Dans l'ensemble, les femmes représentaient 51 p. 100 des participants. Plus du quart (27 p. 100) des participants travaillaient dans le secteur privé et plus du tiers (36 p. 100) ont indiqué qu'ils n'avaient aucune expérience préalable des enjeux internationaux. Puisque la question relative à l'engagement à l'égard de ces enjeux était formulée de façon très générale, il est probable qu'un pourcentage encore plus élevé des participants ne soient jamais intervenus dans le développement international. Près du quart (24 p. 100) étaient des jeunes (28 ans et moins).

Trois mois après les délibérations, des interviews de suivi ont été réalisées avec un échantillon de participants afin d'évaluer dans quelle mesure les délibérations avaient influé sur leurs opinions ou leur comportement à long terme.

Forum national des jeunes

En mai, le CCCI a été l'hôte durant trois jours du Forum national des jeunes dont le but était de mettre à profit les délibérations communautaires. Le forum réunissait un groupe diversifié de 31

jeunes (de 16 à 28 ans). Bon nombre avaient déjà participé à l'une ou l'autre des délibérations communautaires.

Les jeunes ont exploré le terrain d'entente trouvé lors des délibérations communautaires et ont ensuite débattu d'une nouvelle série de choix reliés plus étroitement à la mondialisation et à l'avenir du monde du travail. Ils ont présenté leurs constatations et leurs questions à un panel de quatre décisionnaires sur la Colline du Parlement (les sénatrices Landon Pearson et Peggy Butts, et les députés Keith Martin et Stéphan Tremblay). Au cours de la dernière journée, un panel de jeunes a présenté ses préoccupations et ses constatations à l'assemblée générale annuelle (AGA) du CCCI.

II. Ce qu'ont dit les Canadiennes et les Canadiens au sujet de la mondialisation

Ces constatations sont tirées du terrain d'entente dont ont fait état les modérateurs des diverses délibérations, des observations du personnel du CCCI et des réponses des participants aux questionnaires pré et post-forum. Elles représentent le dénominateur commun qui s'est dégagé dans l'ensemble des régions.

Les participants ne constituaient pas un échantillon aléatoire, de sorte qu'il ne faudrait pas interpréter les données quantitatives comme des données de sondage. Ils sont venus aux délibérations par autosélection, et tous n'ont pas rempli les questionnaires pré et post-forum. Étant donné la démarche utilisée

lors des délibérations et la réflexion à laquelle se sont livrés les participants, les résultats des questionnaires post-forum représentent une opinion plus réfléchie que celle qu'on pourrait obtenir à l'aide d'un sondage unique. Conjuguées aux rapports des modérateurs et observateurs qui ont reçu la formation, les données du questionnaire offrent un aperçu des préoccupations et des opinions d'un groupe plutôt diversifié de Canadiennes et de Canadiens dans trois régions du pays.

1. Forums communautaires

a) Préoccupations et espoirs

◆ **Les participants s'inquiétaient de la voie qu'emprunte actuellement la mondialisation et souhaitaient du changement.**

Les participants aux délibérations ont admis que la mondialisation exerçait de profondes répercussions sur la population du Canada et du monde entier. Tout en reconnaissant les avantages de la mondialisation, ils se disaient inquiets des orientations qu'elle prenait.

Dans les questionnaires, c'est l'énoncé suivant qui a soulevé le plus d'inquiétude chez les participants : « *La richesse et le pouvoir se concentrent de plus en plus : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.* » Dans les questionnaires post-forum, 83 p. 100 se sont dits « beaucoup » préoccupés et 14 p. 100 « un peu » préoccupés par cet énoncé. On craignait aussi beaucoup que « *les multinationales de la vente au*

détail acculent les petits magasins locaux à la faillite » : 65 p. 100 des répondants au questionnaire post-forum se sont dits « beaucoup » et 32 p. 100 « un peu » préoccupés par cet énoncé.

Les participants ont fait preuve d'un pragmatisme manifeste dans leur évaluation des répercussions de la mondialisation. Certaines des dimensions du phénomène suscitaient de toute évidence de profondes préoccupations, mais bon nombre des participants étaient également prêts à reconnaître les avantages (ou les avantages éventuels) de la mondialisation. Un groupe de Brandon a fait remarquer que la mondialisation avait engendré au moins un millier d'emplois dans sa région. Un groupe de port Hawkesbury, en Nouvelle-Écosse, a reconnu que « *les multinationales sont ici pour de bon et elles aident cette collectivité*¹ ».

Un participant à Sydney a affirmé que la mondialisation était « *formidable ; tirens-en le meilleur parti possible* ». Mais la plupart des gens avaient un point de vue plus nuancé. Un autre constatait : « *Je sais bien que la mondialisation est un « mal nécessaire » dont nous pouvons tirer des avantages si nous ne mettons pas de côté la question de justice et de dignité humaine... La mondialisation a certaines dimensions favorables dont il est fait état ici ce soir.* »

Si les gens reconnaissaient que la mondialisation était bien engagée et qu'elle pouvait être source de certains avantages, ils ont cependant souligné que, sous sa forme actuelle, elle semblait négliger l'élément humain en donnant la priorité à l'économie aux dépens du volet social. Les participants au cercle

d'étude de Winnipeg ont signalé que « *la richesse ne se résume pas à l'argent. Elle comprend les droits de la personne, l'environnement, les programmes sociaux, etc.* »

On croyait fermement à la nécessité du changement – au fait que les Canadiennes et les Canadiens ne devraient pas entrer dans la mondialisation comme des « somnambules », mais qu'ils devraient veiller à ce que la démarche témoigne de leurs valeurs. Selon un groupe de Brandon : « *nous sommes à la croisée des chemins. C'est maintenant le temps de trouver des solutions aux questions que soulève la mondialisation... C'est le temps de mettre à profit notre créativité pour faire face à ces questions.* » Un participant à un forum de jeunes à Montréal a remarqué que la mondialisation est « *une grosse machine que nous devons apprivoiser, régler et adapter à nos idéaux.* »

Les groupes de délibération de toutes les régions estimaient qu'il incombait aux particuliers, dans leur quotidien et dans leurs décisions, de concrétiser leurs valeurs – de consommer de façon responsable, d'économiser les ressources et l'énergie, de sensibiliser leurs enfants aux enjeux de portée mondiale. Bien que les membres de certains groupes, particulièrement au Cap-Breton, aient parfois exprimé un sentiment d'impuissance ou de désespoir, la plupart des participants croyaient que les gens pouvaient agir pour concrétiser leurs valeurs. En fait, selon les modérateurs, même certaines des personnes les plus découragées ont retrouvé espoir en discutant avec les autres.

« Le chat de la mondialisation est sorti du sac. Il s'agit maintenant de savoir comment l'appivoiser. »

Commentaire d'un participant à Baddeck, Nouvelle-Écosse.

« Je pense que malgré les nombreux obstacles, il est possible que la mondialisation soit équitable et bonne pour l'environnement. »

Commentaire d'un participant au Forum des jeunes à Montréal.

« La mondialisation est une réalité contre laquelle nous ne pouvons revenir en arrière (comme la force de gravité). Il s'agit de savoir comment la gérer. »

Un participant à Winnipeg.

« En l'absence de toute réglementation, la mondialisation pourrait ouvrir la voie à tous les abus de la part des entreprises. Elle pourrait aussi enrichir notre vie et celle des autres. »

Un participant à Brandon.

◆ **On a largement reconnu l'importance de renforcer les collectivités locales, mais non à des fins d'isolationnisme.**

Les participants ont affirmé avec vigueur l'importance du renforcement des collectivités, sur les plans économique, social et culturel, mais ont affirmé tout aussi clairement qu'ils ne voulaient pas couper leur collectivité du reste de la planète ou « revenir en arrière ». Ce sentiment s'est exprimé clairement dans le terrain d'entente des groupes de délibération et dans les questionnaires.

Des trois principes susceptibles d'orienter la réaction du Canada à la mondialisation, les répondants étaient

surtout d'accord avec l'énoncé voulant que « nous devrions chercher avant tout à renforcer nos collectivités ». Dans l'ensemble, 73 p. 100 des répondants au questionnaire post-forum étaient « tout à fait d'accord » avec cet énoncé tandis que 23 p. 100 étaient « plutôt d'accord ». On ne s'étonnera pas du fait que cet énoncé recueillait les plus solides appuis en milieu rural et dans les petites villes, où 85 p. 100 des répondants étaient tout à fait d'accord et 15 p. 100 plutôt d'accord, soit un accord unanime.

Les gens jugeaient que le renforcement des collectivités était un premier pas dans une démarche d'ouverture au reste de la planète. Ils estimaient que des collectivités fortes étaient un préalable à l'équité internationale – un certain nombre de groupes ont mentionné le fait que les actions menées à l'échelon local favorisaient chez les gens la prise de conscience qu'ils pouvaient se tourner vers le reste du monde et agir à ce palier. Comme l'ont fait remarquer les participants au cercle d'études au Manitoba : « Les collectivités doivent se rapprocher et non s'isoler. Le sentiment communautaire est essentiel pour ... envisager les questions internationales. » Un autre groupe à Winnipeg a parlé « de jeter des ponts et non de dresser des obstacles ». Les groupes du Québec ont souvent parlé de « solidarité » au sein des collectivités et entre elles dans une démarche vers la coopération internationale. Le terrain d'entente d'un groupe faisait état du besoin d'une « mondialisation de la solidarité ».

Les gens ne voulaient pas faire preuve de protectionnisme en parlant de leur collectivité; toutefois, comme le signalait un groupe de Brandon, « les

politiques protectionnistes peuvent se retourner contre les collectivités qui les mettent en œuvre ». Ou, comme le signalait un autre groupe de Brandon : « *Il y a risque de dérapage lorsqu'on renonce à l'efficacité pour subventionner des industries et protéger des modes de vie* ».

Bien que les participants aient insisté sur l'importance des relations communautaires et de l'élément humain, ils ont indiqué tout aussi clairement que les collectivités devaient reposer sur une base économique. Comme l'ont fait remarquer les participants à Mather, au Manitoba, « *il fait bon vivre ici, mais pour pouvoir y rester, les gens doivent travailler* ». Un groupe à Sydney a abondé dans le même sens en affirmant que « *Nous ne pouvons exister qu'en faisant du commerce entre nous* ». Plusieurs groupes ont formulé des suggestions précises quant à la façon de renforcer leurs collectivités sur les plans économique et social.

Les gens ont souvent relevé l'importance d'encourager les entreprises locales. Toutefois, lorsqu'ils ont dû dégager les conséquences de leur point de vue dans le questionnaire post-forum, ils ont manifesté une plus grande ambivalence. Seuls 18 p. 100 étaient tout à fait d'accord avec l'énoncé suivant : « *Nous devrions acheter avant tout des produits locaux même si cela signifie que nous aurons des aliments, de la musique etc. moins variés et que nous serons moins exposés aux autres cultures* », tandis que 39 p. 100 étaient plutôt d'accord avec cet énoncé. Ces chiffres étaient plus élevés que ceux enregistrés dans le questionnaire pré-forum, où seulement 12 p. 100 étaient tout à fait d'accord et 33 p. 100, plutôt d'accord. L'accord sur

cet énoncé était moins probable chez les jeunes (28 ans et moins) mais leurs scores ont marqué une plus forte augmentation après le forum². Lorsqu'on leur a demandé si l'on devait « *acheter des produits de fabrication canadienne même si leur prix est plus élevé que celui des produits importés* », 28 p. 100 des répondants post-forum se sont dits tout à fait d'accord et 52 p. 100, plutôt d'accord.

Les groupes du Cap-Breton et du Manitoba ont souvent fait preuve de scepticisme à l'égard des programmes gouvernementaux de développement communautaire et ont souligné à quel point il est important que les collectivités agissent d'emblée de façon autonome. Bien que les groupes du Québec convenaient de l'importance du développement communautaire par la collectivité, ils étaient plus susceptibles de mentionner aussi dans leur terrain d'entente l'importance du rôle joué par l'État, par exemple en ce qui a trait au maintien des programmes sociaux et au respect des normes en matière d'environnement.

« *Renforcer les collectivités sans pour autant se couper du monde. Nous devons demeurer ouverts, nous tourner vers le monde extérieur.* »
Un groupe de délibération de Montréal.

◆ **De nombreux participants reconnaissent la valeur de la concurrence pour stimuler l'innovation et l'excellence, mais s'inquiétaient que les règles du jeu ne soient pas équitables.**

Certains ne reconnaissent pas d'avantages à la concurrence, mais la

plupart s'inquiétaient que la croissance incessante des entreprises ne réduise de plus en plus la vraie concurrence. Les Manitobains étaient les plus susceptibles d'en voir le bon côté. Comme le remarquait un groupe de Brandon : « *Le fait d'être compétitif et innovateur ne va pas nécessairement à l'encontre de la volonté d'agir de façon consciencieuse et responsable.* » Mais un autre groupe de Brandon a signalé que « *la concurrence est un couteau à deux tranchants : elle peut rendre les gens plus innovateurs ou encore enrichir davantage les riches.* » Un groupe de Winnipeg a remarqué que la « *concurrence n'est pas mauvaise – mais il faut l'avoir à l'œil* ». Les participants au cercle d'études de Winnipeg ont souligné que « *la concurrence est bonne en soi – [elle] stimule la créativité, offre des choix, débouche sur des progrès en technologie et en médecine. Mais ... elle peut évoluer comme un cancer si elle n'est pas réglementée.* »

Un groupe de Baddeck, au Cap-Breton, a souligné le « *besoin de toujours avoir de la concurrence* », tout en ajoutant que « *la libre concurrence n'est pas du tout libre – elle est étroitement contrôlée par les multinationales.* » Les participants à une délibération à Montréal ont convenu que « *le fait d'être concurrentiel est positif mais il faut que la concurrence soit encadrée par des règlements (p. ex. en matière d'environnement)* ». Mais tous ne reconnaissaient pas les avantages de la concurrence; un groupe de Cape North, au Cap-Breton, a convenu que « *nous avons besoin de plus de coopération et non de compétition* ».

Bien que la plupart des participants appréciaient les avantages d'une réelle concurrence, en règle générale, les groupes de délibération n'ont pas réagi favorablement au deuxième choix présenté dans le guide des délibérations, à savoir « être concurrentiel à l'échelle internationale ». La plupart des groupes estimaient que ce choix favorisait un nombre restreint de personnes aux dépens de la majorité. Pourtant, dans les questionnaires post-forum, 16 p. 100 des participants se disaient tout à fait d'accord et 31 p. 100, plutôt d'accord avec l'énoncé suivant : « *Nous devrions nous attacher à accroître les exportations et à devenir les meilleurs commerçants possibles* ». Les femmes étaient moins enclines que les hommes à se mettre d'accord avec cet énoncé³. Comme nous l'indiquons plus loin, on a aussi observé une volatilité considérable de l'opinion à l'égard de cet énoncé (c.-à-d. que l'opinion des gens changeait, qu'ils aient été ou non d'accord au début).

« *Dans notre région, il nous faut être efficaces et productifs pour survivre. Toutefois, que ce soit sur le plan local ou mondial, on ne travaille pas que pour gagner de l'argent.* »

Un participant aux délibérations à Sydney

« *À moins que nous n'arrivions à soutenir la concurrence à l'échelle mondiale, nous subirons une forte réduction de notre niveau de vie. Dans une optique politique, je ne crois pas que les Canadiens soient prêts à réduire leur niveau de vie.* »

Un participant à Winnipeg

« *Les grandes sociétés sont contre la concurrence. Pour que les choses fonctionnent, il doit y avoir une saine concurrence.* »

Participant à un forum des jeunes à Montréal

◆ **Les participants ont dit souhaiter ardemment qu'on déploie plus d'efforts pour sensibiliser les gens à la mondialisation et à ses répercussions, et pour mieux informer les consommateurs. On espérait grandement que les jeunes contesteraient les dimensions nuisibles de la mondialisation.**

L'importance de l'éducation à la mondialisation, qu'il s'agisse de sensibilisation ou de formation scolaire, a été soulignée par presque tous les groupes. Un jeune participant à Sydney a fait remarquer que « *beaucoup de renseignements étaient peu connus et qu'ils devraient être mieux diffusés* » tandis qu'un groupe de Sydney a proposé qu'on étudie dès le début du cours secondaire l'économie, la mondialisation et la place du Cap-Breton dans l'économie mondiale. Comme l'a remarqué un étudiant : « *Il faut sensibiliser davantage les jeunes du Canada. Nous ne pouvons corriger quelque chose dont nous ignorons l'existence ou que nous ne comprenons pas.* »

Un participant de Baddeck a fait valoir ce qui suit : « *La plupart des collectivités ne sont pas conscientes que la mondialisation a cours actuellement. Si nous voulons motiver les gens à faire des choix et des changements, nous devons leur faire prendre conscience de ce qui se passe.* » Une personne au Québec a parlé de l'importance de faire de l'« *éducation impopulaire* » par opposition à de l'éducation populaire; elle était d'avis que souvent, les gens ne veulent pas savoir si les produits qu'ils

achètent ont été fabriqués dans de mauvaises conditions de travail parce qu'ils profitent des avantages de leur rôle de consommateurs confortables.

De nombreuses personnes ont dit souhaiter des renseignements clairs et précis au sujet des conditions dans lesquelles les produits sont fabriqués, afin qu'elles puissent mettre à profit leur « pouvoir de consommateur » pour défendre leurs valeurs. Comme l'a fait remarquer une personne à Brandon : « *Parfois je prends une mauvaise décision comme consommateur parce que je n'ai pas tous les renseignements en main.* » Divers groupes ont souligné qu'il serait utile d'apposer une étiquette ou d'afficher d'autres renseignements qui indiqueraient les conditions de travail et les conditions environnementales dans lesquelles les produits sont fabriqués. Un jeune participant à Mabou, au Cap-Breton, s'est dit intéressé à produire une brochure « *qui permettrait aux consommateurs canadiens de prendre des décisions plus éclairées concernant leurs achats* ». Une jeune femme à Montréal a parlé de l'importance d'être un « **consommacteur** » et non seulement un consommateur passif.

◆ **Les gens n'acceptent pas le fait que le gouvernement soit « impuissant » face à la mondialisation.**

Les Canadiens s'attendent que leur gouvernement fasse respecter les normes en vigueur, en matière d'environnement par exemple, et qu'il ne laisse pas les entreprises dicter la politique publique. Un groupe de Winnipeg a affirmé que nous devrions « *cesser de faire preuve d'autant de passivité comme nation* ».

Plusieurs groupes ont remarqué que le Canada pourrait intervenir pour améliorer la mondialisation – soit à titre de facilitateur pour amener les diverses parties à la table, ou encore comme mentor et leader. Dans les réponses aux questionnaires post-forum, on a relevé un profond accord avec l'énoncé suivant : « *Nous devrions faire preuve de leadership sur la scène internationale, comme nous l'avons fait dans le cadre de la campagne pour interdire les mines antipersonnel, afin de garantir à chacun une chance équitable de profiter de la mondialisation* » (72 p. 100 étaient tout à fait d'accord et 21 p. 100 étaient plutôt d'accord avec cet énoncé).

◆ **L'opinion générale disait que le gouvernement n'est pas à l'écoute des gens et qu'il faut une plus grande participation des citoyens.**

Les gens ont réagi favorablement aux délibérations et ont pris leur rôle de citoyen au sérieux. Comme l'a remarqué un participant à un forum des jeunes à Montréal : « *Je considérais que [la délibération] s'inscrivait dans mes devoirs de citoyen.* » Les participants ont clairement dit qu'ils voulaient être parties prenantes aux décisions du gouvernement, mais ils se demandaient si leur participation en valait la peine – si leur voix se faisait entendre. Les habitants du Cap-Breton étaient particulièrement susceptibles de faire valoir que les gouvernements n'écoutaient pas les gens, mais des participants de diverses régions ont également exprimé de telles préoccupations.

La plupart des participants voulaient savoir ce qui adviendrait des résultats des délibérations; les Québécois tenaient particulièrement à ce que les résultats soient transmis aux décisionnaires et qu'on leur donne suite. Comme l'a demandé un groupe du Québec dans son terrain d'entente : « *De l'action, et non seulement des mots!* ».

« *Il me semble que la grande entreprise dicte ses volontés au gouvernement. Au Canada, nous n'avons plus de représentation selon la population!* ». Un participant à Doloraine, Manitoba

◆ **Les participants estimaient qu'une plus grande reddition de comptes s'imposait aux entreprises, aux gouvernements et aux particuliers.**

L'importance d'incarner nos valeurs – à titre de particuliers, d'entreprises et de gouvernements – a été un thème récurrent dans de nombreuses délibérations. Au Manitoba, le groupe de délibération de Doloraine a remarqué en parvenant à son terrain d'entente que « *les entreprises doivent agir de façon plus morale* ».

Beaucoup ont insisté sur le fait que les citoyens et les gouvernements devaient entretenir de plus grandes attentes à l'égard des sociétés – que leurs responsabilités devraient aller au-delà du rendement pour les actionnaires. On s'est beaucoup inquiété, au cours des délibérations, des conditions de travail dans les pays en développement, tout en se demandant si les Canadiens contribuaient à entretenir ces piètres conditions par leurs habitudes de consommation. On s'est dit fortement

d'accord avec l'énoncé suivant : « *Les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger devraient respecter les normes internationales en matière de travail et d'environnement même si leurs concurrents ne le font pas* » (76 p. 100 des répondants au questionnaire post-forum étaient tout à fait d'accord et 18 p. 100 plutôt d'accord).

Quant aux compromis personnels qui en résulteraient, les gens se sont montrés un peu moins favorables à l'amélioration des conditions de travail dans les pays en développement, bien que leur appui soit demeuré ferme. Soixante-neuf pour cent des répondants au questionnaire post-forum étaient tout à fait d'accord avec l'énoncé suivant : « *Nous devrions exercer des pressions en vue d'une amélioration des conditions de travail dans les pays en développement même si cela signifie que les produits importés coûteront plus cher* ». Vingt-sept pour cent étaient aussi plutôt d'accord.

Les gens étaient par contre plutôt en désaccord avec l'énoncé suivant : « *Nous devrions commercer avec des pays qui veulent faire affaire avec nous, même si nous ne sommes pas d'accord avec leur façon d'aborder les droits de la personne* ». Quarante-trois pour cent des répondants au questionnaire post-forum n'étaient pas du tout d'accord avec cet énoncé. Les gens qui n'avaient aucune expérience du développement international étaient moins enclins à être en désaccord avec l'énoncé⁴. Les femmes et les jeunes gens étaient plus susceptibles d'être tout à fait en désaccord⁵.

« *En dépensant notre argent, c'est un peu comme si nous votions.* »

Un participant aux délibérations à Mabou, en Nouvelle-Écosse

« *Nous sommes maintenant partie du problème. Que nous faudrait-il comprendre et mettre de côté afin d'être partie de la solution?* »

Un groupe de délibération à Cape North, en Nouvelle-Écosse

« *J'appuie le libre-échange, mais je ne crois pas qu'il suffira à nous faire vivre heureux à jamais.* »

Un participant à Winnipeg

◆ **Les participants se disaient très préoccupés par l'environnement et les répercussions de la voie qu'emprunte la mondialisation sur les perspectives de développement viable.**

Les gens craignaient qu'on ne soit en train d'édulcorer les règlements en matière d'environnement au Canada et qu'ailleurs, les puissantes entreprises en fassent fi complètement.

Les participants au Cap-Breton ont cité l'effondrement du secteur des pêches à titre d'exemple de ce qui peut arriver lorsqu'on ne tient pas compte de l'environnement. Un groupe de délibération de Brandon a fait remarquer que « *L'effondrement écologique n'est pas rentable* » tandis qu'un autre a émis l'avis que « *de bons arrangements commerciaux sont des arrangements durables* ». Un participant à un forum des jeunes à Montréal a résumé le point de vue de bon nombre de personnes

lorsqu'il a affirmé que : « *Les règlements en matière d'environnement devraient être rigoureux et appliqués sans exception* ». Un groupe de Winnipeg a remarqué que « *La comptabilité environnementale et sociale est aussi importante que la comptabilité économique* ».

◆ **Les participants ont souscrit à l'idée d'une économie globale plus « équitable ». Mais la mise en place d'un système plus équitable a suscité confusion et scepticisme.**

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les répondants au questionnaire étaient tout à fait d'accord avec l'idée que le Canada fasse preuve de leadership à l'échelle internationale pour veiller à ce que les chances de profiter de la mondialisation soient égales pour tous. Dans leur terrain d'entente, un certain nombre de groupes se sont dits d'accord avec le troisième choix dans le guide de délibération – « mettre en place une économie mondiale plus équitable. » Par ailleurs, ils ont émis des réserves du genre « *c'est un impossible rêve* ».

Les gens ont eu de la difficulté à concevoir une économie mondiale « plus équitable »; beaucoup avaient du mal à s'imaginer comment parvenir à une répartition équitable des richesses et du pouvoir. Le groupe de délibération à Mather, au Manitoba, a remarqué qu'une économie mondiale équitable était « *un idéal souhaitable* » mais qu'il y avait de nombreux obstacles politiques, sociaux, financiers et technologiques, et que « *l'équité et la mondialisation s'opposaient* ». À leur avis « *Il est*

impossible de faire observer des règles du jeu équitables; les puissants font et défont sans cesse les règles. »

Comme l'ont fait remarquer les participants au cercle d'études à Winnipeg : « *Nous voulons l'"équité" ... mais les mécanismes pour y arriver n'existent pas pour l'instant.* » Ils ont proposé d'organiser un autre forum pour trouver les moyens de mettre en place des règles et des règlements internationaux. Naturellement, les groupes qui comptaient davantage de personnes d'expérience en développement international éprouvaient moins de difficulté à envisager des mesures pour accroître l'équité; ils étaient aussi favorables à l'idée de mécanismes internationaux pour protéger les droits des travailleurs ainsi que les droits sociaux et environnementaux. Quelques groupes ont mentionné l'importance de la remise des dettes.

Certains groupes se sont demandé qui déterminerait ce qui est « équitable ». Un groupe de Brandon s'interrogeait sur « *Les moyens d'inciter à l'équité dans ce monde compétitif* ». Selon un groupe de Winnipeg, « *Nous privilégions l'équité, la protection de l'environnement et la protection des programmes sociaux – bien que l'équité soit difficile à définir* ». Un autre était d'avis que les « *entreprises doivent répondre davantage de leurs actes; il pourrait s'avérer nécessaire d'imposer des contrôles, mais qui les imposera et qui en assurera l'application?* »

« Si les multinationales sont plus puissantes que les gouvernements, peut-être devrions-nous tous acheter quelques actions et assister aux assemblées. »

Un participant aux délibérations à Baddeck, au Cap-Breton

« La croissance économique motivée par le profit est la force motrice. D'autres forces motrices – les ONG qui œuvrent en faveur d'un monde plus diversifié, plus équitable et plus durable, les groupes communautaires qui bâtissent des collectivités plus équitables et plus écologiques, et les individus qui cherchent à modifier leur mode de consommation – peuvent aussi devenir des forces d'équilibre et d'action, mais il faudra du temps, de l'effort et de l'engagement. »

Un participant au cercle d'études à Winnipeg

« Nous devons propager davantage les valeurs humaines et ne jamais les mettre de côté, si nous espérons que les choses changent un jour. »

Un participant à un forum des jeunes à Montréal

Par contre, un participant à Baddeck a résumé le point de vue de bon nombre de personnes lorsqu'il a fait remarquer qu'une économie mondiale plus équitable, malgré ses difficultés, *« est probablement le seul choix que nous avons. »*

b) Opinions fluctuantes, valeurs fondamentales

Dans les commentaires et les réponses aux questionnaires, les participants ont révélé que les échanges ouverts des délibérations les avaient amenés à

remettre en question leurs points de vue et avaient fait évoluer leurs opinions. Bien qu'ils n'aient pas toujours changé d'idée, ils comprenaient mieux et valorisaient les points de vue divergents. (On trouvera en annexe un résumé quantitatif des réponses aux questionnaires.)

Dans l'ensemble, 96 p. 100 des participants qui ont rempli les questionnaires ont répondu différemment à au moins une des questions dans le questionnaire post-forum, par rapport au questionnaire pré-forum. Les jeunes, les personnes sans formation universitaire et les personnes ne possédant aucune expérience des questions internationales tendaient davantage à modifier leurs opinions.

Au cours de l'analyse des résultats du questionnaire, nous avons calculé le changement d'opinion global et le changement d'opinion net.

- Le changement d'opinion *global* représente l'ensemble des changements *dans les deux sens* – vers un accord plus complet et vers un désaccord plus complet; il indique, globalement, dans quelle mesure les personnes qui avaient des opinions différentes à l'égard d'une question remettaient en question et reformulaient leur point de vue.
- Le changement d'opinion *net* indique dans quelle mesure *l'ensemble d'un groupe a modifié son opinion à l'égard d'une question*, qu'il s'agisse d'un accord ou d'un désaccord plus complet.

Les deux types de changement sont intéressants dans l'optique de l'élaboration des politiques. Un changement d'opinion global prononcé révèle que les opinions pour ou contre une question ne sont pas bien arrêtées. Les changements d'opinion nets sont importants parce que les gens ont délibéré d'un sujet pendant plusieurs heures, et ont remis en question leur propre point de vue ainsi que ceux des autres. Si un changement net survient, il représente probablement un changement d'opinion plus marqué que le type de fluctuation d'opinion que pourraient relever les sondages. Un changement net marqué à l'égard d'une question laisse entendre que la diffusion de renseignements et les délibérations pourraient favoriser un changement global de l'opinion publique à l'égard d'une question.

Dans les réponses aux questionnaires, les participants ont manifesté les changements d'opinions les plus prononcés à l'égard des questions suivantes :

Première question : Préoccupations soulevées par la mondialisation

La première question vérifiait les niveaux de préoccupation au sujet de divers énoncés sur les répercussions présumées de la mondialisation.

- **Le changement global d'opinion le plus prononcé a été observé à l'égard de l'énoncé suivant : « *Les sociétés canadiennes deviennent de moins en moins compétitives sur les marchés mondiaux en raison des impôts élevés.* »**

De tous les énoncés relevant de la première question, c'est ce dernier qui préoccupait le moins les gens (18 p. 100 s'en préoccupaient beaucoup avant le forum et 43 p. 100, un peu). Mais les réactions à cet énoncé ont affiché l'évolution la plus prononcée – durant les forums, 37 p. 100 des répondants ont changé d'opinion dans un sens ou dans l'autre. Cela laisse entendre que les points de vue des gens sur cette question étaient moins arrêtés que sur d'autres, et que bon nombre de personnes ont révisé leur opinion à la suite des délibérations.

Cet énoncé a également fait l'objet du changement net d'opinion le plus profond : un déplacement de 3 p. 100 vers une moindre préoccupation.

- **Le changement global le plus faible a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *La richesse et le pouvoir se concentrent de plus en plus : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.* »** Cet énoncé soulevait beaucoup d'inquiétude (84 p. 100 des répondants au questionnaire pré-forum s'en préoccupaient beaucoup et 13 p. 100, un peu) et seulement 11 p. 100 des répondants ont changé d'opinion.

Cet énoncé a également fait l'objet du changement net le plus faible.

La fermeté de l'opinion et l'ampleur des préoccupations au sujet de cet énoncé laissent supposer des valeurs d'équité et d'égalité bien ancrées.

Quelles valeurs communes se sont dégagées des délibérations?

Les valeurs d'équité et d'égalité se sont dégagées à maints égards des délibérations et des réponses aux questionnaires. On se souciait énormément des aspects inéquitables de la mondialisation – de la répartition inégale des coûts et des avantages.

La démocratie et la participation des citoyens sont d'autres valeurs communes. La valeur de la collectivité et les relations humaines ont également été réitérées, témoignant des inquiétudes voulant que le chemin emprunté par la mondialisation passe outre l'élément humain.

On a également vu se dégager de profondes valeurs concernant l'obligation de rendre compte; les participants ont clairement fait savoir que les entreprises, les gouvernements, la société civile et les particuliers devaient assumer la responsabilité à l'égard des répercussions de leurs actions. En outre, les gens accordaient manifestement de la valeur à l'environnement naturel.

Enfin, le pragmatisme apparaissait comme une valeur des plus évidentes. Les gens n'aimaient pas toujours les changements qu'imposait la mondialisation à leur collectivité, mais ils admettaient qu'il leur fallait une base économique. La vision d'une économie mondiale plus équitable les attirait, mais ils connaissaient fort bien l'influence de la richesse et du pouvoir sur les résultats; ils voulaient donc une vision plus nette de la façon de procéder pour instaurer l'équité.

Deuxième question : Réactions à la mondialisation

La deuxième question vérifiait l'accord ou le désaccord avec trois énoncés au sujet de la réaction du Canada à la mondialisation.

- **Le changement d'opinion global le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant :** « *Nous devrions nous attacher à accroître les exportations et à devenir les meilleurs commerçants possibles.* » Dans l'ensemble, 48 p. 100 des répondants ont modifié leur opinion à l'égard de cet énoncé durant le forum. Le changement net d'opinion a été beaucoup moins prononcé, indiquant que les réponses affirmatives et négatives à la question ont changé. Cela donne à croire que les opinions à l'égard de cette question sont volatiles.
- **Le changement global le moins prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant :** « *Nous devrions faire preuve de leadership sur la scène internationale, comme nous l'avons fait dans le cas de la campagne pour interdire les mines antipersonnel, afin de garantir à chacun une chance équitable de profiter de la mondialisation.* » Quelque 25 p. 100 des répondants ont changé d'opinion, dans un sens ou dans l'autre. Dans le questionnaire post-forum, l'accord avec cet énoncé a été très marqué (93 p. 100).

Cet énoncé a fait l'objet du changement net le plus prononcé : un changement de 6 p. 100 vers un accord plus complet avec l'énoncé.

Le changement global relativement faible témoigne de points de vue bien ancrés, attestant à nouveau la valeur que les Canadiennes et les Canadiens accordent à l'équité et au rôle du Canada sur la scène internationale. L'accroissement net de l'accord donne à croire que les délibérations et l'exposition à de l'information supplémentaire et à d'autres points de vue consolident l'accord.

- **Le changement net le plus faible a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions chercher avant tout à renforcer nos collectivités.* »**

Au début du forum, les participants se disaient fortement d'accord avec cet énoncé (77 p. 100 tout à fait d'accord et 19 p. 100 plutôt d'accord); on a enregistré peu de changement. Cette absence de changement d'opinion après les délibérations témoigne de valeurs profondément ancrées.

Troisième question : Soupeser les compromis

La troisième question mesurait l'accord ou le désaccord avec divers énoncés qui tentaient de faire ressortir certains des compromis inhérents à divers programmes d'action. En ce qui a trait aux énoncés sur les compromis relatifs aux sujets discutés abondamment dans la majorité des forums communautaires (p. ex. le pour et le contre de l'« achat chez soi »), on a observé un changement net considérable de l'opinion, ce qui donne à

croire que des délibérations intenses peuvent influencer l'opinion que les gens se font des compromis.

- **Le changement global d'opinion le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Il faudrait réduire l'impôt sur les sociétés au Canada pour attirer les investissements et aider les sociétés canadiennes à concurrencer à l'échelle internationale, même si cela signifie qu'il y aura moins d'argent pour financer les programmes sociaux.* »** Le changement net a été faible – un changement de 1 p. 100 en faveur d'un plus grand accord. Cela indique que les réponses affirmatives et négatives à la question ont changé, ce qui est conforme au changement prononcé d'opinion à l'égard de l'énoncé de la première question portant sur les impôts et la compétitivité des entreprises.
- **Le changement net le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions acheter avant tout des produits locaux même si cela signifie que nous aurons des aliments, de la musique, etc. moins variés et que nous serons moins exposés aux autres cultures.* »** Le changement en faveur de l'accord a été de 12 p. 100. Les discussions intenses que de nombreux groupes ont eues au sujet du rôle des collectivités ont de toute évidence exercé une influence sur l'opinion des gens à l'égard de la valeur de l'achat chez soi.

- **Le changement global d'opinion le moins prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger devraient respecter les normes internationales en matière de travail et d'environnement même si leurs concurrents ne le font pas.* »**

Vingt-six pour cent des répondants ont modifié leur opinion à cet égard.

Cet énoncé a également fait l'objet d'un faible changement net (un changement de 1 p. 100 vers un plus grand accord), ce qui témoigne des valeurs profondément ancrées. Voilà qui renforce le message formulé par de nombreux groupes dans leur terrain d'entente, c'est-à-dire que les Canadiens s'attendent que les entreprises fassent preuve de responsabilité sociale et environnementale, tant au Canada que dans leurs activités à l'étranger.

Fait à signaler, dans les trois types de questions, les opinions étaient plus volatiles concernant les questions reliées au rôle des entreprises dans l'économie (p. ex. l'impôt sur les sociétés et la compétitivité des exportations).

2. Le Forum des jeunes fait écho aux préoccupations

Puisque les 31 participants au Forum national des jeunes avaient tous participé au forum de trois heures sur la mondialisation, ils se sont servi d'un guide des délibérations différent de celui utilisé pour les forums communautaires. Ils ont également consacré beaucoup plus de temps (près de trois jours par rapport à trois heures) à l'étude et à la délibération des enjeux de la

mondialisation et du monde du travail. Il reste que bon nombre de leurs préoccupations s'apparentaient à celles qui étaient ressorties des délibérations communautaires. (On peut obtenir le rapport final du forum des jeunes en s'adressant au CCCI; le rapport est également affiché sur le site Web du CCCI.)

Les trois choix présentés dans le guide des délibérations du forum des jeunes portaient sur les réactions à l'évolution des perspectives d'emploi engendrées par la mondialisation. Le premier choix, « de bons emplois, de bonnes conditions de travail », mettait l'accent sur l'importance de faire respecter des normes de travail rigoureuses et de veiller à ce que toutes les personnes qui désirent travailler puissent le faire à un salaire raisonnable et dans des conditions raisonnables. Le deuxième choix, « renforcer l'avantage concurrentiel », insistait sur l'importance d'adopter des politiques économiques susceptibles d'attirer et de conserver des employeurs et des employés de haut savoir au Canada. Le troisième choix, « l'accent sur la viabilité », accordait la priorité au fait de veiller à ce que les politiques du Canada en matière d'économie et d'emploi débouchent sur un environnement durable.

◆ « L'environnement doit être notre première priorité »

Les participants au forum des jeunes entretenaient des opinions souvent fort différentes; mais on a enregistré un accord quasi unanime quant à l'importance de la viabilité de l'environnement. Il s'agit là du terrain d'entente le plus solide qui se soit dégagé du forum.

Ce souci des enjeux environnementaux témoigne en partie du fait que l'un des choix proposés dans le guide des délibérations portait sur le développement durable. Mais cela ne

suffit pas à expliquer l'importance capitale accordée par le groupe à l'environnement : les gens se sont présentés au forum fortement préoccupés à cet égard. Dans les questionnaires pré-forum, ils ont exprimé presque unanimement leur accord avec l'énoncé suivant : « *Nous devons veiller à ce que tout notre système économique et nos façons de travailler et de vivre soient écologiquement viables*⁶. » Lorsqu'on obligeait les répondants à tenir compte des compromis économiques que cela comporterait, l'appui était plus faible, bien qu'il ait augmenté quelque peu après le forum. Quant à l'énoncé suivant : « *Nous devrions bâtir une économie viable même si cette mesure peut faire perdre leur emploi à un grand nombre de gens qui devront alors se recycler* », le score moyen était de 0,52 avant le forum et de 0,92 après le forum (un score de 2 représente le maximum, « tout à fait d'accord », tandis que 1 représente « plutôt d'accord »).

Les participants au forum des jeunes ont été estomaqués d'apprendre, de la part du panel de parlementaires, que l'environnement avait été essentiellement rayé du programme politique. Dans leur présentation finale à l'AGA du CCCI, les jeunes ont ardemment souhaité qu'on accorde plus d'attention aux enjeux environnementaux.

◆ **Participation des citoyens : « Comment le Canadien ordinaire peut-il se faire entendre? »**

Un autre thème qui s'est nettement dégagé du forum des jeunes, tout comme des forums communautaires, est l'importance de la participation des

citoyens. Dans leur exposé à l'AGA du CCCI, les jeunes ont fait remarquer que les relations entre les gouvernements et les entreprises semblent se resserrer tandis que celles entre les gouvernements et les citoyens ainsi qu'entre les entreprises et les citoyens s'effritent ou sont déjà rompues. Ils ont demandé comment on pouvait renouer ces liens et ont insisté sur le fait que les gouvernements doivent écouter davantage la voix des citoyens ordinaires.

◆ **Préoccupations au sujet de la pauvreté et de l'égalité des chances**

À l'instar des participants aux forums communautaires, les participants au forum des jeunes s'inquiétaient de l'écart entre les riches et les pauvres ainsi que des répercussions de la mondialisation sur les possibilités d'instruction et de travail. On craignait essentiellement que les actuels modèles de croissance économique et de mondialisation ne profitent beaucoup plus à certains groupes.

Les participants étaient tout à fait d'accord avec l'énoncé suivant du questionnaire : « *Il faut assurer en priorité que les personnes qui veulent travailler aient la possibilité de le faire, selon des conditions et pour un salaire raisonnables*⁷. » Certains participants ont dit douter que la seule croissance économique puisse suffire à réduire la pauvreté, bien qu'il ne s'agissait pas là d'un terrain d'entente; ils ont aussi manifesté des préoccupations à l'égard de l'inégalité des chances au Canada et dans le reste du monde.

◆ **La responsabilité nécessaire des entreprises**

La question de la responsabilité et de la reddition de comptes des entreprises a été

maintes fois soulevée au cours du forum des jeunes, tout comme d'ailleurs durant les forums communautaires. Les participants tenaient beaucoup à ce que les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger respectent les normes du travail et les normes environnementales; ils étaient essentiellement d'accord que les sociétés soient tenues responsables de leurs activités à l'étranger. Ils ont contesté l'opinion voulant que les entreprises ne doivent se soucier que de leurs résultats financiers, particulièrement lorsque les systèmes économiques en place ne tiennent pas suffisamment compte des coûts environnementaux.

« Je crois fermement que le Canada doit adopter une position stratégique quant à savoir qui détermine la marche à suivre : le gouvernement ou les multinationales. »

Commentaire d'un participant au forum des jeunes

◆ Importance de l'éducation

L'éducation est un autre thème qui a été abordé au forum des jeunes, tout comme durant les forums communautaires. Les participants au forum des jeunes ont convenu que les Canadiennes et les Canadiens devaient être sensibilisés à la mondialisation et à ses répercussions, que ce soit par l'entremise du système d'enseignement ou de campagnes de sensibilisation du public.

On ne s'étonnera pas du fait que les jeunes étaient aussi préoccupés par les questions plus générales d'accès à l'enseignement postsecondaire. L'accès libre et équitable à un enseignement postsecondaire conçu en vue du plein épanouissement de la personne – et non seulement de l'acquisition de

compétences professionnelles telles que définies par une économie mondiale non viable – a recueilli des appuis considérables.

« En tant que citoyen de la Terre, les gens doivent recevoir la formation en vue de changer ce qui est moralement désastreux. »

Réflexion d'un participant au forum des jeunes.

3. Et maintenant?

À la fin du forum des jeunes et des forums communautaires, on a demandé aux groupes d'envisager les mesures à adopter pour faire fond sur leur terrain d'entente. Voici les recommandations qui se sont dégagées des terrains d'entente et de ces « prochaines étapes ».

Action individuelle

Assumer ses responsabilités personnelles. De nombreux groupes ont fait état de la nécessité pour les particuliers d'assumer leurs responsabilités – d'utiliser les ressources naturelles de façon responsable et de réduire leur consommation, d'acheter localement et d'appuyer les entreprises locales, d'utiliser le « pouvoir individuel des consommateurs » et d'acheter des produits faisant l'objet d'un commerce loyal, d'appuyer les organisations non gouvernementales (ONG) qui cherchent à améliorer les conditions dans les pays en développement, d'agir de façon responsable à titre d'actionnaire, de se renseigner et de renseigner les enfants au sujet de ces questions. Un participant à un forum des jeunes à Montréal a fait

remarquer que « *de petits gestes quotidiens qui témoignent de nos valeurs peuvent changer la société, si l'on sait persévérer* ». Même les groupes qui se montraient cyniques à l'égard de l'avènement d'une économie mondiale plus équitable se disaient néanmoins favorables aux actions personnelles comme façon d'exprimer ses propres valeurs.

Éduquer et informer les autres. De nombreux groupes ont également mentionné à quel point il était important de sensibiliser les autres à la mondialisation, y compris les représentants politiques. Un groupe de Sherbrooke a proposé la tenue d'une « semaine de la mondialisation équitable » pour renseigner le public sur ces enjeux. Divers groupes du Québec ont souligné l'importance du travail auprès des médias, ainsi que celle d'accroître « l'espace public » réservé à l'examen de ces questions. Un forum des jeunes à Montréal a souligné le besoin de « *sensibiliser les gens à se percevoir comme des citoyens et non seulement comme des consommateurs* ».

Agir localement. Bon nombre de participants ont trouvé des moyens de traduire les préoccupations mondiales en interventions locales. Un groupe a mentionné le besoin d'agir pour régler le problème posé par les propriétaires de taudis et les ateliers de misère au Canada tandis que d'autres ont dit vouloir encourager les investissements locaux par les régimes de retraite et les caisses populaires. Certains étaient d'avis que les collectivités qui doivent relever des défis analogues devraient coopérer et se concerter, tant au pays qu'à l'échelle internationale, et que les gens devraient « *chercher à aviver le sentiment de*

communauté ». D'autres groupes ont parlé de créer des coopératives et des regroupements de consommateurs.

S'engager sur le plan politique.

Plusieurs groupes ont mentionné qu'il fallait que les citoyens s'engagent davantage dans le processus politique. Un groupe a dit qu'« *il ne fallait pas seulement solliciter son député mais devenir son député* » et a pressé les gens de lutter davantage pour s'opposer aux compressions des programmes sociaux et environnementaux, au provincial et au fédéral. Un autre a parlé d'écrire aux journaux et aux politiciens pour exprimer ses points de vue. Un forum des jeunes à Montréal a évoqué la nécessité de « *reprendre le pouvoir politique* ».

Poursuivre les délibérations (comme l'ont déjà fait certains dans leurs écoles et leurs collectivités) et continuer de penser et d'agir comme des citoyens du monde.

Action gouvernementale

Offrir aux citoyens plus d'occasions de participation réelle, comme les délibérations. Les gens ont réagi favorablement aux possibilités que les délibérations leur ont offertes de jouer leur rôle de citoyen. De nombreux groupes ont relevé le besoin de consultations et de dialogues publics permanents et se sont dits intéressés à poursuivre l'étude des questions reliées à la mondialisation, au moyen de discussions et de délibérations. Ils ont également insisté sur le fait que le gouvernement devait prêter l'oreille aux constatations des consultations et des délibérations des citoyens, plutôt que de mettre les résultats aux oubliettes.

Améliorer l'éducation relative à la mondialisation.

De nombreux groupes ont exprimé le désir d'une meilleure éducation publique au sujet de la mondialisation. Les jeunes étaient les plus enclins à recommander d'inclure davantage de renseignements sur la mondialisation dans les programmes d'études.

Favoriser la responsabilisation des entreprises ainsi que la diffusion des renseignements sociaux et environnementaux sur les produits et les sociétés.

Outre une éducation publique accrue, de nombreux groupes ont souhaité le recours à une étiquette ou à un autre moyen pour indiquer les conditions de travail et les coûts environnementaux. Comme l'a dit un groupe de Brandon : « *Indiquez les coûts réels et laissez le consommateur décider.* »

Remettre la dette des pays pauvres.

Cette suggestion est revenue à maintes reprises. Au moins un groupe a aussi proposé d'offrir aux pays en développement un meilleur accès au marché canadien.

Ouvrer en faveur d'une économie mondiale plus équitable.

Dans les forums et dans les réponses aux questionnaires, les participants ont manifesté un appui considérable à l'exercice, par le Canada, d'un leadership pour en arriver à une économie mondiale plus équitable. Ils ont aussi préconisé des pressions en faveur d'une meilleure application, à l'échelle internationale, des normes en matière de travail et d'environnement. Bien que la nature précise d'une économie plus équitable ait engendré une certaine confusion et soulevé

certaines doutes, on a appuyé une plus grande réglementation des activités des sociétés à l'échelle internationale.

Action des entreprises

Accroître la responsabilité des entreprises.

Au cours des délibérations, la responsabilité des entreprises a soulevé de profondes inquiétudes, particulièrement à l'égard de leur répercussion sur les conditions de travail et les normes en matière d'environnement. Dans les questionnaires, on s'est dit tout à fait d'accord avec l'idée que les sociétés canadiennes présentes à l'étranger respectent les normes internationales en matière de travail et d'environnement.

Un groupe a signalé que les entreprises avaient la responsabilité de « *commercer de façon équitable et de chercher à améliorer les conditions lorsqu'elles exercent des activités dans des pays où le niveau de vie est moins élevé que le nôtre* ». D'autres ont parlé de boycotts et de plaintes aux magasins et aux fabricants, ou du recours à « l'achat positif » pour inciter les sociétés à faire preuve de responsabilité. Un groupe a souligné l'importance de collaborer avec les syndicats et les régimes de retraite pour favoriser l'investissement responsable.

Action de la société civile

Continuer de préconiser des changements : par exemple, presser les gouvernements de faire preuve de leadership à l'égard de questions comme la remise de la dette et la mise en place d'un système économique mondial plus équitable, et exercer des pressions sur les entreprises pour qu'elles fassent preuve d'une plus grande responsabilité sociale.

Fournir aux citoyens des occasions de participer, sous forme de délibérations par exemple, où ceux-ci peuvent s'exercer à agir en citoyen du monde.

Accroître l'éducation publique sur des enjeux reliées à la mondialisation.

Activités de diffusion et de suivi

Dans certaines collectivités, les gens qui ont participé aux délibérations continuent d'examiner les questions et de faire fond sur ce qu'ils ont appris. Les participants au forum des jeunes poursuivent les délibérations qui sont animées par l'un deux, grâce au serveur de listes mis en place par le CCCI. Le Centre for International Studies (CIS) et le MCIC espèrent exécuter des projets qui approfondiront les délibérations dans leurs collectivités, en encourageant les gens à s'intéresser aux compromis et aux conséquences qui découlent de leur terrain d'entente. The Marquis Project intervient auprès des jeunes de Brandon pour appliquer les délibérations aux questions qui les intéressent et établir des liens entre ces enjeux et les questions internationales. Certains membres de l'AQOCI appliquent également le processus de délibération à d'autres enjeux.

Le CCCI diffuse largement les résultats du projet pilote au sein de ses membres et d'autres participants à la campagne *en commun*, ainsi que chez les décideurs. Le Conseil et les organisateurs locaux remettent des résumés des constatations aux députés et aux sénateurs, et le CCCI présente les constatations aux comités et aux organismes qui s'intéressent à la mondialisation et à la participation du public. De plus, le Conseil distribue des renseignements relatifs au projet par l'entremise de ses propres publications, du site Web d'*en commun* et de communiqués de presse.

« À mon avis, il est important de s'intéresser à ces préoccupations et de mettre en œuvre des solutions. Il faudrait assurer un suivi à ces forums et en communiquer les actes au public. »
Commentaire d'un participant aux délibérations à St. Peter's, au Cap-Breton

III. Les délibérations comme outil de mobilisation du public

L'un des objectifs du projet pilote était de permettre aux citoyens de communiquer aux décideurs leurs opinions sur la mondialisation. Un autre but était de démontrer la viabilité des délibérations comme moyen de mobiliser les Canadiens à l'égard des questions mondiales qui intéressent la politique publique.

Les observations qualitatives des organisateurs régionaux, des modérateurs et des participants ont indiqué que les Canadiennes et les Canadiens étaient fort capables de tenir des délibérations fructueuses sur la complexe question de la mondialisation. Les organisateurs ont réitéré tout le plaisir que les gens avaient pris aux discussions, en indiquant que bon nombre avaient poursuivi les conversations une fois les délibérations officielles terminées. L'expérience du projet pilote indique que beaucoup de gens ont soif de dialogue et qu'ils se réjouissent de la nouvelle tribune que constituent les délibérations.

« *Il nous faut des occasions comme celle-là de s'asseoir et de parler des enjeux et des idées, peu important lesquels.* »

Un participant aux délibérations à Cape North, au Cap-Breton

1. Les forces de la délibération

Une évaluation du projet pilote par les organisateurs nationaux et régionaux a permis de cerner certaines des forces de la délibération :

Diversité des points de vue. La délibération favorise l'expression de points de vue variés et donne son plein rendement lorsqu'une telle diversité existe. Pour de nombreuses personnes habituées au débat noir et blanc, à la polarisation et au « tu as tort et j'ai raison », la délibération est une bouffée de fraîcheur. Les commentaires des participants indiquent que les gens reconnaissent la place que fait la délibération à la pensée, à

l'apprentissage, au changement d'opinion, à l'approfondissement des points de vue et à la prise de conscience des opinions des autres.

Accent sur l'expérience. Il n'est pas nécessaire que les gens soient des spécialistes pour participer puisque les délibérations portent, au fond, sur les valeurs. Même ceux qui connaissent peu la mondialisation peuvent comprendre les compromis nécessaires entre l'appui aux entreprises locales et le magasinage dans les grandes surfaces bon marché; ces personnes ont des opinions bien arrêtées sur les droits de la personne et les questions environnementales. Les spécialistes et les militants sont parfois déçus du niveau des discussions mais, s'ils écoutent et participent, ils peuvent approfondir leur connaissance des valeurs et motivations des gens qu'ils cherchent à mobiliser. Un participant de Sydney a fait remarquer qu'il était « *bon d'avoir l'occasion d'échanger des idées sur cette question avec d'autres personnes. C'est une chose à laquelle j'ai réfléchi beaucoup mais je n'ai habituellement pas la chance d'en débattre.* »

Présentation des enjeux et guide. En formulant un enjeu sous forme d'au moins trois choix, les gens sont mis en contexte ce qui leur permet d'examiner divers points de vue sans tomber dans le vieux débat étriqué « gauche-droite » ou d'autres positions manichéennes. Une bonne présentation des enjeux peut aussi aider les gens à établir des rapports entre les enjeux locaux et les enjeux mondiaux, et à jeter un nouveau regard sur les enjeux locaux. Bien que certaines personnes n'aient pas apprécié la dimension structurée de la délibération, la plupart se sont prêtées au jeu; la

structure a aidé à faire jaillir des idées et des opinions qui ne se seraient pas exprimées autrement.

En général, les organisateurs, les participants et les modérateurs ont convenu que le guide était un outil équilibré et utile. Certains l'ont jugé un peu trop détaillé, d'autres pas assez, mais la plupart ont estimé qu'il présentait des renseignements et un contexte utiles. Certains croyaient qu'il mettait trop l'accent sur la dimension économique de la mondialisation par rapport aux dimensions sociale et culturelle; il s'agissait là d'un choix fait sciemment durant la présentation des enjeux, afin d'empêcher que celles-ci ne prennent trop d'ampleur et que cela nuise à l'efficacité des délibérations.

Un lieu de dialogue public agréable et nécessaire. L'expérience du projet pilote révèle que de nombreuses personnes ont soif de dialogue et qu'elles estiment que cette nouvelle tribune publique favorable aux délibérations. Beaucoup étaient reconnaissants de pouvoir discuter de ces questions avec des concitoyens de divers horizons, et notamment avec certains d'entre eux qu'ils ne fréquentent pas normalement.

Climat accueillant. En raison de l'absence de confrontation et de la présence d'animateurs professionnels, les gens se sentaient en général libres d'exprimer leurs opinions, même en sachant que d'autres pourraient être en désaccord avec eux. Un organisateur a souligné que « *les gens se sentent libres de dire ce qu'ils pensent sans craindre d'être attaqués. Les points de vue divergents peuvent s'exprimer dans un climat d'ouverture plutôt que d'oppression.* »

Pour beaucoup, et particulièrement pour les plus timides, il s'agissait là d'une expérience rafraîchissante. Comme l'a signalé un participant à Winnipeg : « *La politesse et l'ouverture sont très utiles pour l'étude des questions et à des fins d'éducation.* » Un autre a fait remarquer qu'il était « *bon d'entendre le point de vue de chacun de cette façon, sans confrontation.* »

« *Cela m'a réellement fait prendre conscience des enjeux. Une bonne partie de cette information n'est pas bien connue mais devrait l'être. J'ai beaucoup appris des membres les plus âgés du groupe et des divers points de vue.* »

Commentaire d'un élève du secondaire qui a participé à une délibération à Sydney.

Aucune action nécessaire. Le processus a parfois impatienté les militants, mais le fait que la délibération n'avait pas à déboucher sur une action a rallié de nombreux participants. Les personnes qui sont déjà engagées dans de nombreuses activités bénévoles hésitent souvent à s'engager encore davantage, tandis que celles qui n'ont pas encore participé à des activités de développement international se méfient du « baratin de vente ». Un organisateur a fait remarquer que les gens sont plus susceptibles d'agir après coup *justement* parce qu'il n'y a aucune obligation de le faire.

Un sondage réalisé auprès des participants, trois mois après les délibérations, a révélé qu'environ 18 p. 100 avaient pris certaines mesures en rapport direct avec les thèmes des délibérations. (Il s'agit de mesures qui, au dire des répondants, n'auraient pas

été entreprises autrement.) Habituellement, ces mesures étaient en rapport avec des décisions de consommation telles que l'achat à domicile, l'achat d'un produit faisant l'objet d'un commerce loyal ou un souci plus grand des origines d'un produit. À titre d'outil de mobilisation du public, la délibération permet d'inciter les gens à se pencher collectivement sur une question et à y réfléchir sans les intimider; elle peut aussi servir de tremplin vers de nouvelles actions.

Dans le sondage réalisé trois mois après les forums, on a demandé aux répondants ce qu'ils considéraient maintenant comme l'enjeu ou le problème le plus important concernant la mondialisation. Ils ont surtout mentionné le besoin de renforcer les collectivités locales et le travail à l'échelon local, ainsi que les répercussions de la mondialisation sur la pauvreté et sur l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. Ils ont aussi mentionné l'éducation, l'environnement et la spéculation financière. Les réponses donnent à croire que les participants continuent de se préoccuper des questions de collectivité, d'équité et de pauvreté.

La remise en question des convictions et une nouvelle façon de voir le point de vue des autres. En incitant les gens à réévaluer leur opinion des autres et de leurs points de vue – voir la rubrique intitulée « Opinions fluctuantes, valeurs de base », dans la section précédente – la délibération offre de nouvelles occasions de dialogue entre les personnes qui ne s'écoutent et ne se parlent peut-être plus. L'organisateur pour l'ouest du Manitoba a remarqué que « certaines personnes ont laissé entendre que les délibérations

avaient amélioré la capacité d'engager des discussions productives dans les collectivités aux prises avec des problèmes. »

Possibilité de joindre de nouvelles personnes. Parce que la délibération permet d'échapper aux rôles et aux points de vue stéréotypés, elle offre l'occasion de mobiliser des gens qui ne s'intéressaient pas jusque-là aux questions de développement international. Un participant à Mabou, au Cap-Breton, a affirmé ce qui suit : « C'était très intéressant. Je n'avais jamais encore vraiment compris la mondialisation. J'ai pris davantage conscience de ses effets sur notre collectivité. » Un organisateur a remarqué ce qui suit : « Cette tribune ouverte à un public diversifié est un changement opportun par rapport aux réunions où l'on "prêche aux convertis" ».

Renouveau d'intérêt-militantisme. Dans les commentaires ou les entrevues de suivi, diverses personnes qui agissent déjà au sein d'organisations de développement international ont signalé que les délibérations les avaient aidées à « refaire le plein » et avaient stimulé leur militantisme. Un participant à l'un des forums des jeunes à Montréal a remarqué qu'il était « stimulant de savoir que d'autres gens poursuivent les mêmes objectifs ».

Initiative nationale. Dans certaines régions, du moins, le fait que ce projet pilote constituait une initiative d'envergure nationale a été un atout. Il y a des avantages à relier des activités partout au pays de sorte qu'elles s'inscrivent dans un plus vaste mouvement, ce qui accroît leur impact et

leur force d'impulsion. Le projet a également fourni aux groupes une occasion concrète de collaborer en tant que secteur. Un organisme national comme le CCCI peut offrir un soutien à la recherche et à la formation, recueillir et analyser les résultats et les communiquer aux décideurs, et offrir un réseau permanent pour partager et faciliter les enseignements tirés du processus de délibération. Les groupes locaux et régionaux peuvent mobiliser leur collectivité, lier les délibérations aux enjeux locaux, tenter diverses applications pratiques de la délibération, et faire appel aux médias et aux politiciens locaux.

« Il est étonnant de voir tout ce qu'on ignore au sujet de ce qui se passe dans le monde qui nous entoure, même dans notre propre collectivité et dans notre propre pays. C'est un très bon climat pour s'asseoir et discuter. Nous avons l'occasion d'approfondir les questions. »
Commentaire d'un participant à un forum à Winnipeg.

« J'ai trouvé très "vivifiant" de voir combien de personnes bien informées étaient présentes à la discussion ce soir. Cette expérience m'a beaucoup enrichi. »
Commentaire d'un participant aux délibérations à Sydney.

« Il nous faut poursuivre le dialogue à tous les niveaux. Il est possible d'effectuer des changements à partir de la base (et on doit le faire)... J'ai élargi mes horizons, et j'ai eu de nouvelles idées et intuitions. Je me suis senti davantage citoyen de cette communauté mondiale. Merci de l'invitation à participer. »
Commentaire d'un participant à un forum à Winnipeg.

2. Les faiblesses des délibérations

Le projet pilote a également révélé certaines faiblesses des délibérations comme moyen de mobilisation du public.

Manque de temps pour examiner les choix difficiles et les compromis. L'un des buts primordiaux des délibérations est d'inciter les gens à réfléchir aux conséquences de leurs choix. Il est devenu évident qu'une séance de trois heures ne suffisait pas dans le cas d'une question complexe comme la mondialisation. Dans certains cas, les observateurs avaient l'impression que les groupes débouchaient sur un « terrain d'entente » parce qu'il s'agissait d'une étape du processus qu'il fallait franchir et non parce qu'ils avaient vraiment trouvé un terrain d'entente.

Dans le cas des questions où les groupes ont pu approfondir les compromis (comme celle de l'« achat chez soi »), les résultats du questionnaire ont indiqué un changement d'opinion net plus prononcé, ce qui donne à croire que lorsque les gens ont suffisamment de temps pour examiner en profondeur les compromis, la délibération peut influencer sur leurs opinions et les faire progresser. Dans le forum des jeunes, on a disposé de plus de temps pour traiter des compromis et des conséquences, et il y a eu moins de terrains d'entente que dans nombre de forums communautaires, mais les éléments sur lesquels on s'est entendu étaient plus solides. On a observé un phénomène semblable dans le cercle d'études de Winnipeg – le terrain d'entente a été plus limité, mais il avait été approfondi parce qu'on avait eu plus de temps pour examiner les conséquences et les compromis.

Par contre, il est déjà difficile d'attirer les gens à une seule délibération; ce serait encore plus difficile d'inciter les gens qui ne s'intéressent pas déjà aux questions à s'engager dans des cercles d'études. Il pourrait donc être nécessaire d'organiser d'abord des délibérations « normales » pour intéresser les gens, puis les inviter à approfondir les questions et les compromis. Plusieurs des régions pilotes comptent organiser, cet automne, une série de délibérations de suivi dans certaines des collectivités où se sont tenues les premières délibérations, afin d'approfondir les questions.

Niveau de recherche et autre soutien nécessaire. L'élaboration d'un bon guide des délibérations exige beaucoup de recherche et de travail pour la présentation des enjeux. Si les résultats des délibérations doivent contribuer de façon utile au processus politique, il faut les recueillir, les analyser et les communiquer aux décideurs. Les ONG doivent disposer d'une capacité suffisante de recherche et d'analyse pour entreprendre des délibérations fructueuses qui comprennent ces volets.

Les organisateurs régionaux ne souhaitent pas que le CCCI prépare un manuel « pratique », parce qu'ils estimaient impossible d'apprendre à coordonner et à animer un processus efficace de délibération en lisant un manuel. Une formation pratique et un accès aux conseils et à l'encadrement de personnes d'expérience sont essentiels pour assurer l'efficacité des délibérations.

La nature verbale et intellectuelle du processus. Le processus de délibération donne les meilleurs résultats lorsqu'il

fait intervenir des personnes qui ont l'habitude de s'exprimer verbalement et de lire un guide des délibérations. Un participant de Deloraine a fait le commentaire suivant : « *Le livret qu'on nous a remis au début contenait trop de mots.* » Il s'agit donc de faire participer les personnes qui sont moins à l'aise de s'exprimer et de présenter les questions de façon simple mais non simpliste. Il est plus difficile de procéder ainsi lorsqu'on a affaire à des questions de développement international qu'à des questions locales, que plus de gens sont susceptibles de connaître et de comprendre. Il faut retravailler ce volet.

3. Questions en suspens

Rapport avec l'action et les groupes qui interviennent dans ces questions. Bien que pour beaucoup, le fait que la délibération ne doive pas nécessairement déboucher sur l'action constitue un atout, d'autres sortent d'une délibération avec le goût et l'inspiration d'en faire davantage. Les sondages post-forum révèlent que certains agiront de leur propre chef mais on peut se demander si d'autres auraient pu agir mais ont perdu l'intérêt parce qu'on ne leur offrait pas de moyen facile pour ce faire. Il faut approfondir la question de la place de la délibération dans l'ensemble des besoins de mobilisation du public – par exemple, serait-il avantageux de lier les délibérations plus directement aux campagnes d'action, ou réduirions-nous ainsi l'ouverture de la démarche et son aptitude à attirer des gens aux points de vue diversifiés? C'est là quelque chose dont il faudrait s'assurer pour les futurs projets.

Les particuliers peuvent choisir d'agir de plusieurs façons pour donner suite à ce qu'ils ont appris ou vécu au cours d'une délibération; or, ces actions ne sont pas toutes compatibles avec les façons de faire de l'organisme promoteur (si tant est qu'elles puissent l'être). L'une des façons logiques de donner suite à une délibération, et qui ne présuppose aucun point de vue particulier de la part des participants, pourrait être un cercle d'études où l'on approfondirait les questions.

Application des résultats. Le projet de délibération a réussi à démontrer la viabilité des délibérations comme moyen de mobilisation du public, et à faire des suggestions aux décideurs. Toutefois, on ignore toujours si ces derniers trouveront ces suggestions assez utiles pour y donner suite. Il s'agit probablement là d'un but à long terme; les décideurs seront probablement de plus en plus ouverts à ce type d'opinion publique réfléchie et les personnes en charge des délibérations apprendront à gérer les compromis (p. ex. dans le cadre de cercles d'études), à choisir et à formuler les enjeux, et à mettre au point des mécanismes de collecte de données.

4. Conditions de réussite

Compte tenu de l'expérience du projet pilote, les efforts déployés pour mobiliser le public par l'entremise de la délibération connaîtront probablement plus de succès si les facteurs suivants sont en place.

Un groupe de planification multisectoriel. En règle générale, les régions dont les groupes de planification comprenaient des représentants d'une

variété d'organisations nationales et internationales les ont trouvés très utiles comme sources de commentaires ainsi que de contacts et de références. Les réseaux élargis ont permis aux organisateurs de réunir des groupes plus diversifiés pour les délibérations tandis que la participation des personnes appartenant à divers secteurs indiquait que les délibérations constituaient une activité « neutre » et non des séances pour la promotion d'une optique particulière. Toutefois, il arrive qu'il manque de temps pour réunir un groupe de planification efficace.

Des ressources suffisantes et une coordination dynamique : Les organisateurs ont convenu que l'appui fourni par le CCCI sur le plan des finances, de l'information et de l'organisation était l'une des principales conditions de réussite. Le rôle de coordonnateur est exigeant et demande beaucoup de temps – dans toutes les régions pilotes, les organisations ont retenu les services de contractuels pour assurer la coordination. Le fait qu'ils aient été en mesure de verser des honoraires aux modérateurs a facilité l'embauche de personnes compétentes. L'expérience du projet pilote donne à croire qu'il serait difficile pour un groupe régional d'organiser sans aide une première ronde de délibérations.

Une bonne présentation des enjeux et du bon matériel : Un guide des enjeux bien documenté et bien équilibré est essentiel. Il n'est pas toujours facile de formuler un enjeu pour qu'il corresponde à la façon dont l'envisagent les profanes. Le choix de l'enjeu lui-même peut être exigeant – tous les enjeux ne se prêtent pas à la délibération. Les enjeux où les valeurs jouent un

grand rôle se prêtent davantage aux délibérations, soit des enjeux qui sont suffisamment généraux pour que les gens de divers horizons puissent les mettre en rapport avec leur expérience. Souvent, il faut faire plusieurs essais pour cerner un enjeu. Il est ensuite nécessaire de procéder à des recherches approfondies, à des entrevues, à une série d'ébauches et à un examen de la documentation ainsi qu'à des essais en groupes de discussion pour formuler un enjeu complexe. Tout ce travail serait difficile à accomplir pour un organisme individuel, sans financement de tiers.

Des modérateurs et des rapporteurs bien formés : La réussite des délibérations et la validité des données recueillies dépendent dans une grande mesure du modérateur. Cette personne doit pouvoir mettre les participants à l'aise; présenter clairement et sans parti pris l'enjeu; empêcher, avec tact, les forts en gueule de monopoliser la discussion et encourager les personnes plus timides; veiller à ce que les points de vue divergents soient exprimés; axer la discussion sur les valeurs et favoriser les compromis; travailler avec le rapporteur pour cerner le terrain d'entente du groupe dans un formulaire de rétroaction; et veiller à ce que les participants remplissent les questionnaires pré et post-forum.

Bref, il n'est pas facile d'animer une délibération et une formation pertinente est essentielle. Malgré deux jours de formation professionnelle et bien que de nombreux modérateurs aient été des animateurs d'expérience, beaucoup ont trouvé que ce travail représentait un défi et qu'il était quelque peu intimidant. Selon les observateurs et selon leurs propres commentaires, les personnes qui

ont animé plus d'une séance ont amélioré leur prestation.

Il faut aussi accorder une certaine attention au rôle du rapporteur. Les rapporteurs du projet pilote avaient assisté à la formation offerte aux modérateurs, mais certains ont trouvé difficile de résumer les sujets qui faisaient l'objet d'une entente et avaient tendance à rapporter tout ce qui s'était dit. Une formation supplémentaire permettrait aux rapporteurs d'apprendre à cerner les terrains d'entente.

Diversité d'opinions et d'expérience :

Le plus grand défi posé par le projet pilote aux organisateurs régionaux a été de convaincre des personnes aux opinions variées de participer aux délibérations. Étant donné la nature des organismes promoteurs et du sujet, il était plus facile d'attirer le « public naturel » de la campagne *en commun* (c.-à-d. les personnes qui s'intéressent déjà aux questions de pauvreté et de justice sociale). Mais le projet pilote a confirmé que les délibérations ne réalisent pas leur potentiel si les opinions ne sont pas suffisamment diversifiées.

Si un groupe est trop homogène, un bon modérateur peut faire ressortir les points de vue divergents pour susciter une bonne discussion stimulante; toutefois, en l'absence de participants dont les valeurs et les points de vue sont vraiment différents, il est difficile d'obtenir l'attention et les échanges francs qui caractérisent une bonne délibération. Les organisateurs doivent toujours se dépasser pour attirer une diversité de personnes à une délibération, mais il s'agit là de l'un des plus importants facteurs de succès. Par exemple, le projet pilote a comporté un

travail considérable en vue d'attirer un nombre élevé de participants s'identifiant au secteur privé. Cet aspect s'avère essentiel dans la recherche d'une diversité de l'opinion générale. C'est pourquoi il est si utile de pouvoir compter sur un groupe de planification multisectoriel.

La taille du groupe entre également en jeu. La délibération donne son meilleur rendement lorsque le groupe compte de 12 à 18 personnes. S'il est trop petit, les opinions ne seront pas assez diversifiées. S'il est trop grand, il sera difficile pour chacun d'intervenir.

En règle générale, les délibérations pilotes ont montré que les jeunes apportent aux délibérations une énergie, un idéalisme et une franchise très bénéfiques. Les forums des jeunes ont bien fonctionné dans les collectivités, mais les coordonnateurs croient qu'il importe également d'encourager les échanges intergénérationnels au sein des délibérations auxquelles participent des gens de tout âge. Dans une certaine mesure, le forum national des jeunes a fait fond sur les discussions communautaires entre les générations. Il leur a donné la chance de se réunir pour approfondir les délibérations après avoir participé à un forum communautaire. On pourrait aussi organiser tout d'abord des forums communautaires pour les jeunes afin de les intéresser à une question et ensuite les inviter aux forums intergénérationnels. Dans le cadre d'un nouveau projet, The Marquis Project travaille encore plus tôt avec les jeunes, dès l'étape de présentation des enjeux devant faire l'objet des délibérations.

« J'étudie au secondaire et j'ai beaucoup appris des opinions des personnes d'autres générations... Je tiens à dire que l'organisation de la soirée était très agréable. Cela a été très instructif de pouvoir exprimer librement mes opinions en présence de personnes avec lesquelles je n'aurais normalement pas de contact. »

Commentaire d'un participant à la délibération de Sydney

5. Prochaines étapes

Le projet pilote a confirmé que les Canadiennes et les Canadiens peuvent délibérer de façon efficace au sujet des questions de politique internationale et que la délibération offre des possibilités considérables comme outil de mobilisation du public. Le projet s'est également révélé un exercice de collaboration efficace entre diverses ONG en permettant de tisser des liens et de renforcer la capacité au sein du secteur.

Toutefois, le projet pilote ne représentait que la pointe de l'iceberg quant aux éventuelles applications de la délibération aux questions de portée mondiale, et comme moyen pour les gens de s'exercer à agir en citoyens du monde. Le CCCI espère, dans la mesure de ses moyens, étendre les délibérations à d'autres régions et tirer parti de l'expérience du projet pilote. Il sera particulièrement important d'essayer d'obtenir la diversité d'opinions dont dépend l'efficacité de toute délibération. Il faudra peut-être prolonger le durée des délibérations pour permettre aux organisateurs locaux de faire les contacts multisectoriels nécessaires pour attirer des gens de tous les horizons. Une autre

priorité sera de mettre à l'essai divers moyens visuels de présenter les questions, moins axés sur la lecture et plus accessibles.

On a déjà observé certaines retombées des délibérations. À Port Hawkesbury, au Cap-Breton, les élèves du secondaire qui ont assisté aux délibérations communautaires ont invité un des modérateurs à parler de la mondialisation dans leur classe où ils ont organisé eux-mêmes une délibération le lendemain. Deux modérateurs du Cap-Breton, à l'invitation d'Oxfam, ont animé une délibération à Halifax à l'intention des jeunes, en utilisant le guide sur la mondialisation. L'un des participants, qui a par la suite assisté au Forum national des jeunes à Ottawa, organisera des forums sur la mondialisation dans les écoles rurales de la Nouvelle-Écosse, dans le cadre d'une série d'activités de plusieurs ONG consacrées à l'éducation mondiale.

Les membres de plusieurs collectivités ont dit vouloir poursuivre le dialogue et bon nombre ont demandé des exemplaires supplémentaires du guide des délibérations pour les distribuer à des groupes paroissiaux, des organismes sociaux et des écoles. Le CIS et le MCIC comptent organiser d'autres délibérations sur la mondialisation en vue d'aborder plus directement les valeurs et les compromis. En s'associant à d'autres organismes, le CIS espère aussi étendre les délibérations à d'autres régions du Canada Atlantique.

Grâce au financement versé par l'ACDI pour la mobilisation du public, The Marquis Project a pu intervenir dans les écoles secondaires et les regroupements

de jeunes de la région de Brandon pour permettre aux jeunes de formuler les enjeux qui les intéressent et ensuite organiser des délibérations intergénérationnelles. À Sherbrooke, le Carrefour de solidarité internationale espère utiliser la technique des délibérations pour faciliter la discussion entre ses membres. Certains modérateurs se sont également dits intéressés à utiliser le matériel de délibération sur la mondialisation dans leur travail de sensibilisation du public.

L'Institut Kettering, aux États-Unis, a utilisé le guide sur la mondialisation dans une séance de délibération à laquelle participaient des personnes de divers pays. Le guide a été bien reçu et certaines personnes ont estimé qu'elle pourraient l'utiliser dans leur propre pays, une fois apportés certains changements mineurs.

La participation des organisations locales est essentielle à une coordination efficace sur le terrain. Cependant, compte tenu des contraintes financières avec lesquelles la plupart des ONG régionales et locales sont aux prises, il serait difficile d'intégrer de nouveaux groupes sans un certain financement de démarrage. À long terme, le CCCI visera essentiellement la mise en place d'un programme de délibération viable. Pour ce faire, il permettra, à titre expérimental, à des groupes locaux d'avoir accès au financement et examinera les possibilités de subventions et de production de revenus à l'échelle nationale. Le CCCI continuera aussi d'offrir de la formation à ses organisations membres et à d'autres groupes intéressés aux délibérations. Sur le plan des études et des expériences, les secteurs les plus prometteurs sont

l'essai de nouvelles formules telles que des cercles d'études qui permettent une réflexion plus approfondie ainsi qu'une délibération plus complète des compromis (comme espèrent le faire le Manitoba et le Cap-Breton). Cela pourrait exiger une formation supplémentaire de la part du CCCI. Celui-ci accordera aussi plus d'attention aux moyens d'établir des liens entre la délibération et l'action, sans compromettre la diversité des opinions si essentielle à l'efficacité des délibérations.

Le recours aux délibérations chez les jeunes (comme le fait The Marquis Project) est également prometteur, de même que l'établissement de liens entre des collectivités des diverses régions du monde délibérant des enjeux communs et le recours à la délibération aux questions de portée mondiale permet aussi à la collectivité d'amorcer la recherche communautaire de solutions aux problèmes à partir des implications locales.

Dans le cas de la campagne *en commun*, les constatations des délibérations sont riches d'enseignements relatifs au besoin de préciser davantage la conception d'un ordre économique plus équitable. Bien que les Canadiens soient favorables à l'idée d'une économie mondiale plus équitable, ils font preuve de pragmatisme, et parfois de scepticisme, à l'égard des possibilités. Il faut donner aux gens plus de preuves qu'une économie mondiale plus équitable est possible ainsi que des renseignements plus précis sur la façon de la réaliser.

Le CCCI et *en commun* continueront d'observer l'intérêt manifesté par les décisionnaires pour les résultats des

initiatives de mobilisation des citoyens, comme les délibérations. Le CCCI continuera de travailler avec d'autres groupes qui explorent diverses formes de mobilisation du public et les moyens que peut prendre le gouvernement pour intégrer les résultats à ses décisions.

Notes

¹ Les citations des groupes sont tirées des rapports des modérateurs sur les terrains d'entente auxquels sont parvenus les groupes. Les citations des particuliers sont tirées des observations des séances et des questionnaires des participants.

² Avant le forum, seuls 2 p. 100 des jeunes étaient tout à fait d'accord et 27 p. 100 plutôt d'accord avec l'énoncé; après le forum, 11 p. 100 étaient tout à fait d'accord et 37 p. 100, plutôt d'accord.

³ Après le forum, 36 p. 100 des femmes étaient tout à fait ou plutôt d'accord avec l'énoncé, comparativement à 59 p. 100 des hommes.

⁴ Trente-cinq pour cent étaient tout à fait en désaccord et 9 p. 100, plutôt en désaccord.

⁵ Cinquante-deux pour cent des femmes contre 33 p. 100 des hommes étaient tout à fait en désaccord; cinq pour cent des femmes contre 19 p. 100 des hommes étaient plutôt en désaccord. Cinquante-deux pour cent des jeunes étaient tout à fait en désaccord et 23 p. 100, plutôt en désaccord. Quarante et un pour cent des personnes de plus de 28 ans étaient tout à fait en désaccord tandis que 22 p. 100 étaient plutôt en désaccord.

⁶ Dans ce cas, le chiffre 2 correspondait à « tout à fait d'accord » et le chiffre 1 à « plutôt d'accord ». La réponse moyenne a été de 1,96, avant et après le forum.

⁷ La réponse moyenne a été de 1,88 sur un total possible de 2 (« tout à fait d'accord ») après le forum.

Résultats des questionnaires pré et post-forum

On a demandé aux participants aux délibérations communautaires de remplir des questionnaires avant et après les délibérations. Les questions qui sollicitaient des opinions étaient les mêmes dans les questionnaires pré et post-forum, ce qui nous a permis de relever les changements d'opinion.

Au total, 340 participants ont rempli les deux questionnaires. Il ne faudrait pas oublier que les personnes qui l'ont fait constituaient un groupe auto-sélectionné et non aléatoire, de sorte que les résultats ne devraient pas être interprétés comme des données de sondage. Il faut plutôt les considérer, de concert avec le terrain d'entente issu des délibérations, comme un indicateur des opinions qu'a pu entretenir un groupe passablement diversifié de Canadiennes et de Canadiens au sujet de ces questions, avant d'en délibérer et après.

Outre le changement net global concernant les préoccupations ou l'accord, nous avons mesuré, pour chaque question, le changement d'opinion *absolu*. Cette mesure – la valeur absolue des changements en faveur d'un plus grand désaccord *et* aussi d'un plus grand accord – donne un aperçu de la volatilité de l'opinion. Les opinions à l'égard de certaines questions étaient hautement volatiles. Plusieurs personnes se sont déclarées d'accord avec un énoncé avant le forum pour se dire en désaccord après coup, et vice versa. Pour certaines de ces questions, le changement net d'opinion a été faible (parce que l'évolution de certaines personnes vers un plus grand accord « annulait » l'évolution de celles qui allaient vers un plus grand désaccord.) Dans d'autres cas, les gens ont changé d'idée de façon plus uniforme dans un sens donné; le changement net a donc été plus prononcé.

1. Préoccupations au sujet de la mondialisation¹

	Pourcentage pré-forum					Pourcentage post-forum					Changement net des préoccupations globales (en pourcentage)
	Beaucoup	Un peu	Pas du tout	Incertain	Total	Beaucoup	Un peu	Pas du tout	Incertain	Total	
Préoccupé											
(1B) La richesse et le pouvoir se concentrent de plus en plus : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.	84	13	1	1	97	83	14	2	1	97	0
(1A) Les multinationales de la vente au détail acculent les petits magasins locaux à la faillite.	63	34	1	1	97	65	32	2	1	97	0
(1D) La capacité qu'ont les multinationales de déménager d'un pays à l'autre réduit le pouvoir des travailleurs de négocier des salaires et des conditions de travail convenables.	66	27	4	3	93	69	26	4	1	95	2
(1E) Il est difficile de planifier son avenir et de s'adapter en raison de la rapidité du changement.	34	47	15	4	81	38	42	14	5	80	-1
(1C) Les sociétés canadiennes deviennent de moins en moins compétitives sur les marchés mondiaux en raison des impôts élevés.	18	43	22	16	61	15	43	29	12	58	-3

¹ Remarque : Dans tous les tableaux, les pourcentages ont été arrondis au nombre entier. Dans certains cas, l'erreur d'arrondi a donné des chiffres qui ne correspondent pas au total, soit 100 p. 100.

1. Les préoccupations au sujet de la mondialisation (suite)

Volatilité des opinions :

Des valeurs plus élevées pour le total du changement d'opinion absolu indiquent une plus grande volatilité de l'opinion à l'égard d'une question – c'est à dire que les gens n'ont pas encore arrêté leur opinion sur une question. De même, un pourcentage plus élevé de répondants changeant d'opinion, ont signifié une plus grande volatilité. Des valeurs plus faibles de changement d'opinion absolu et des pourcentages plus faibles de répondants qui changent d'opinion donnent à croire à des valeurs plus profondément ancrées.

	Total du changement d'opinion absolu ²	Répondants ayant changé d'opinion (en pourcentage)
(1C) Les sociétés canadiennes deviennent de moins en moins compétitives sur les marchés mondiaux en raison des impôts élevés.	167	37
(1E) Il est difficile de planifier son avenir et de s'adapter en raison de la rapidité du changement.	145	34
(1D) La capacité qu'ont les multinationales de déménager d'un pays à l'autre réduit le pouvoir des travailleurs de négocier des salaires et des conditions de travail convenables.	98	25
(1A) Les multinationales de la vente au détail acculent les petits magasins locaux à la faillite.	72	17
(1B) La richesse et le pouvoir se concentrent de plus en plus : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.	44	11

² Pour la mesure du changement d'opinion global, nous avons pondéré les changements d'opinion; par exemple, si l'opinion d'une personne passait de « tout à fait d'accord » à « plutôt d'accord », cela représentait 1 point. Si son opinion passait de « tout à fait en désaccord » à « indécis », cela représentait 2 points. Un passage de « tout à fait en désaccord » à « plutôt d'accord » représenterait 3 points.

2. Principes qui pourraient orienter la réaction du Canada à la mondialisation.

	Pourcentage pré-forum						Pourcentage post-forum						Changement net de l'accord ³ (en pourcentage)
	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Indécis	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Accord total	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Indécis	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Accord total	
(2C) Nous devrions chercher avant tout à renforcer nos collectivités.	77	19	4	0	0	96	73	23	3	1	1	96	0
(2B) Nous devrions faire preuve de leadership sur la scène internationale, comme nous l'avons fait dans le cadre de la campagne pour interdire les mines antipersonnel, afin de garantir à chacun une chance équitable de profiter de la mondialisation.	64	23	9	2	2	87	72	21	4	2	1	93	6
(2A) Nous devrions nous attacher à accroître les exportations et à devenir les meilleurs commerçants possibles.	17	32	23	18	10	49	16	31	17	24	12	47	-2

Volatilité des opinions

	Total du changement d'opinion absolu ⁴	Répondants ayant changé d'opinion (en pourcentage)
(2A) Nous devrions nous attacher à accroître les exportations et à devenir les meilleurs commerçants possibles.	204	48
(2C) Nous devrions chercher avant tout à renforcer nos collectivités.	115	28
(2B) Nous devrions faire preuve de leadership sur la scène internationale, comme nous l'avons fait dans le cadre de la campagne pour interdire les mines antipersonnel, afin de garantir à chacun une chance équitable de profiter de la mondialisation.	106	25

³ Ne tient pas compte des changements entre « tout à fait » et « plutôt » d'accord.

⁴ Pour la mesure du changement d'opinion global, nous avons pondéré les changements d'opinion; par exemple, si l'opinion d'une personne passait de « tout à fait d'accord » à « plutôt d'accord », cela représentait 1 point. Si son opinion passait de « tout à fait en désaccord » à « indécis », cela représentait 2 points. Un passage de « tout à fait en désaccord » à « plutôt d'accord » représenterait 3 points.

3. Approches face aux changements qu'entraîne la mondialisation.

	Pourcentage pré-forum						Pourcentage post-forum						Changement net de l'accord global ² (en pourcentage)
	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Indécis	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Accord total	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Indécis	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Accord total	
(3B) Les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger devraient respecter les normes internationales en matière de travail et d'environnement MÊME SI leurs concurrents ne le font pas.	75	18	4	2	1	93	76	18	4	1	1	94	1
(3E) Nous devrions exercer des pressions en vue d'une amélioration des conditions de travail dans les pays en développement MÊME SI cela signifie que les produits importés coûteront plus cher.	65	28	5	2	0	93	69	27	3	1	0	96	3
(3A) Nous devrions acheter des produits de fabrication canadienne MÊME SI leur prix est plus élevé que celui des produits importés.	21	50	16	11	2	71	28	52	9	10	1	80	9
(3D) Nous devrions acheter avant tout des produits locaux MÊME SI cela signifie que nous aurons des aliments, de la musique, etc. moins variés et que nous serons moins exposés aux autres cultures.	12	33	21	26	8	45	18	39	17	22	5	57	12
(3C) Il faudrait réduire l'impôt sur les sociétés au Canada pour attirer des investissements et aider les sociétés canadiennes à concurrencer à l'échelle internationale, MÊME SI cela signifie qu'on aura moins d'argent pour financer les programmes sociaux.	5	16	17	28	34	21	6	16	15	23	40	22	1
(3F) Nous devrions commercer avec des pays qui veulent faire affaire avec nous MÊME SI nous ne sommes pas d'accord avec leur façon d'aborder les droits de la personne.	5	14	15	28	38	19	6	16	12	23	43	22	3

3. Approches face aux changements qu'entraîne la mondialisation (suite) : Volatilité des opinions

	Total du changement d'opinion absolu ⁵	Pourcentage des répondants ayant changé d'opinion
(3C) Il faudrait réduire l'impôt sur les sociétés au Canada pour attirer des investissements et aider les sociétés canadiennes à concurrencer à l'échelle internationale, MÊME SI cela signifie qu'on aura moins d'argent pour financer les programmes sociaux.	227	47%
(3D) Nous devrions acheter avant tout des produits locaux MÊME SI cela signifie que nous aurons des aliments, de la musique, etc. moins variés et que nous serons moins exposés aux autres cultures.	219	49%
(3F) Nous devrions commercer avec des pays qui veulent faire affaire avec nous MÊME SI nous ne sommes pas d'accord avec leur façon d'aborder les droits de la personne.	192	43%
(3A) Nous devrions acheter des produits de fabrication canadienne MÊME SI leur prix est plus élevé que celui des produits importés.	165	39%
(3E) Nous devrions exercer des pressions en vue d'une amélioration des conditions de travail dans les pays en développement MÊME SI cela signifie que les produits importés coûteront plus cher.	123	31%
(3B) Les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger devraient respecter les normes internationales en matière de travail et d'environnement MÊME SI leurs concurrents ne le font pas.	109	26%

⁵ Pour la mesure du changement d'opinion global, nous avons pondéré les changements d'opinion; par exemple, si l'opinion d'une personne passait de « tout à fait d'accord » à « plutôt d'accord », cela représentait 1 point. Si son opinion passait de « tout à fait en désaccord » à « indécis », cela représentait 2 points. Un passage de « tout à fait d'accord » à « plutôt d'accord » représenterait 3 points.

Autres publications :

On peut obtenir un résumé du projet pilote en s'adressant au CCCI; il est également affiché sur le site Web du CCCI. Le CCCI a produit d'autres publications au sujet des délibérations publiques et en voici la liste. Elles sont affichées sur le site web du CCCI :

Guides des délibérations

Un monde en commun : Parler de ce qui importe dans un monde sans frontières, mars 1999.

Un monde en commun – La mondialisation et l'avenir du monde du travail : Quelle est la voie à emprunter? Guide des délibérations pour le Forum national des jeunes, mai 1999.

Éliminer la pauvreté : Un défi mondial, 1998.

Guides du modérateur

Guide du modérateur – Un monde en commun : Parler de ce qui importe dans un monde sans frontières, mars 1999.

Guide du modérateur – Éliminer la pauvreté : Un défi mondial, 1998.

Rapports

La priorité à l'environnement. Rapport final du Forum national des jeunes, septembre 1999.

Pour en finir avec la pauvreté : Un programme d'action en 10 points, en commun/CCCI, 1998.

Bulletins

Un monde en commun : Parler de ce qui importe dans un monde sans frontières. Bulletins à l'intention des participants aux délibérations : trois numéros (avril, juin et octobre 1999).



Conseil canadien pour
la coopération internationale

1, rue Nicholas, 3^e étage
Ottawa (Ontario)
Canada K1N 7B7

Tél.: (613) 241-7007
Télec.: (613) 241-5302
encommun@ccic.ca

en commun

Une action mondiale
contre la pauvreté

1-888-647-4141
www.encommun.web.net